



## **Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023**

(Règlement d'examen 2021)

### **Comptabilité**

Problème 1      Comptabilité générale

Durée d'examen      1½ heure

Points      38

## Informations générales

Pour la comptabilisation des opérations, il convient d'utiliser exclusivement les numéros de compte de l'extrait du plan comptable à la dernière page. La désignation du compte est facultative et ne sera pas évaluée.

Si aucune écriture n'est nécessaire, indiquez « Aucune écriture ».

Le nombre de lignes ne correspond pas toujours au nombre d'écritures nécessaires.

Les montants doivent être arrondis à des nombres entiers.

## Problème 1 : Réserves latentes (10 points)

Complétez la vue d'ensemble des réserves latentes de Quiddelbacher SA sur la base des données suivantes.

Le bouclage interne de Quiddelbacher SA est établi selon le principe de l'image fidèle « true and fair view »; les conséquences fiscales latentes sont ignorées.

- Dans la liste des postes ouverts, les créances résultant de la vente de biens et de prestations de services présentent un solde de CHF 450 000 au 31.12.2021 et de CHF 520 000 au 31.12.2022. La correction de valeur (ducroire) s'établit à 4% de la valeur brute dans le bilan externe et à 2% dans le bilan interne.
- Une fois par an, Quiddelbacher SA reçoit d'un fournisseur une ristourne contractuelle correspondant à 5% du volume d'achat. La ristourne peut être calculée au moment de l'établissement des comptes, mais elle n'est versée/créditée que quelques mois plus tard. Le volume d'achat chez ce fournisseur s'est inscrit à CHF 800 000 en 2021 et à CHF 750 000 en 2022. Dans le bouclage externe, il est renoncé à toute régularisation de cette ristourne. Les « actifs de régularisation » inscrits dans le bouclage externe sont le résultat de l'approche de l'« image fidèle ».
- Dans le bilan externe, les stocks s'élevaient à CHF 320 000 au 31.12.2021 et à CHF 390 000 au 31.12.2022. Dans le bilan externe, l'évaluation a été effectuée 33⅓% en dessous de la valeur d'achat. Dans le bilan interne, il a été procédé à une analyse de rotation des stocks, qui a révélé, pour les deux années, une réduction de valeur de 8% par rapport à la valeur d'achat.
- L'entreprise n'a qu'un seul contrat de leasing pour une machine de moulage sous pression, qui a été acquise le 01.01.2021. Le prix d'achat au comptant de cette machine de moulage sous pression était de CHF 980 000. Dans le bouclage externe, le leasing est traité comme un leasing opérationnel, dans le bouclage interne comme un leasing financier. La machine est amortie sur une période d'utilisation de 10 ans.
- Les provisions pour garanties sont inscrites dans le bouclage externe à hauteur de 2% du chiffre d'affaires de l'exercice, soit le taux maximum fiscalement autorisé. Le chiffre d'affaires s'est élevé à CHF 4 500 000 en 2021 et à CHF 4 200 000 en 2022. En interne, les provisions pour garanties sont pondérées sur une base statistique compte tenu de l'étendue des dommages et de la probabilité de survenance de sinistres. En 2021, l'étendue des dommages s'est établie à CHF 130 000, et en 2022 à CHF 110 000 ; la probabilité de survenance de sinistres était de 60% en 2021 et de 65% en 2022.

**Vue d'ensemble des réserves latentes**

	31.12. 2021			31.12. 2022			Variation des réserves latentes
Position	Bilan interne	Bilan externe	Réserves latentes	Bilan interne	Bilan externe	Réserves latentes	
Créances résultant de V+P (montant net)	441 000	432 000	9 000	509 600	499 200	10 400	+1 400
Actifs de régularisation	95 000	55 000	40 000	105 500	68 000	37 500	+2 500
Stocks (montant net)	441 600	320 000	121 600	538 200	390 000	148 200	+26 600
Immobilisations corporelles en leasing	882 000	-	14 010	784 000	-	31 000	+16 990
Engagements de leasing	867 990	-		753 000	-		
Provision pour garanties	78 000	90 000	12 000	71 500	84 000	12 500	+500

Calculs (ne comptent pas pour la note) :

## Problème 2 : Comptabilité des postes ouverts (7 points)

Comptabilisez les opérations sélectionnées de l'exercice 2022 dans une comptabilité des postes ouverts.

- Le compte stock de marchandises est tenu sans mouvement.
- Les montants s'entendent taxe sur la valeur ajoutée éventuelle incluse.
- La taxe sur la valeur ajoutée (7,7% dans le cas présent) est décomptée de manière effective selon la méthode des taux de la dette fiscale nette.

- Des marchandises ont été vendues sur facture pour un montant de CHF 64 620. A posteriori, des rabais de 8% en moyenne sont octroyés.
- Divers clients ont réglé des factures pour un montant de CHF 56 004 par paiement bancaire. Des déductions d'escompte de CHF 2 154 ont été accordées dans ce cadre.
- Les paiements bancaires de factures de fournisseurs de marchandises se sont élevés à CHF 34 464.
- Les inventaires présentent les valeurs suivantes au 31.12.2022 :
  - Créances résultant de la vente de biens et de prestations de services CHF 5 385
  - Stock de marchandises CHF 15 000, le stock initial était de CHF 12 000
  - Dettes résultant de l'achat de biens et de prestations de services CHF 2 154

	Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
1.		Aucune écriture			
2.	1020	Avoirs en banque	3200	Produits des marchandises	50 000
	1020	Avoirs en banque	2200	Impôt sur le chiffre d'affaires	3 850
3.	4200	Charges de marchandises	1020	Avoirs en banque	32 000
	1170	Impôt préalable sur matériel	1020	Avoirs en banque	2 464
4.	1100	Créances V+P	3200	Produits des marchandises	5 000
	1100	Créances V+P	2300	Passifs de régularisation	385
	1200	Stock de marchandises	4200	Charges de marchandises	3 000
	4200	Charges de marchandises	2000	Dettes A+P	2 000
	1300	Actifs de régularisation	2000	Dettes A+P	154

Dans les affirmations suivantes en relation avec la comptabilité des postes ouverts, indiquez si l'affirmation est juste ou fausse (en cochant).

		Juste	Fausse
1)	Pour une indication à court terme de la marche des affaires, les factures ouvertes doivent être prises en compte et les stocks, inventoriés.	X	
2)	Le travail comptable est important, car la comptabilisation n'est effectuée qu'avec les flux de factures.		X
3)	Le suivi des échéances des factures se fait dans le système.		X
4)	La comptabilité des postes ouverts correspond à la comptabilité simplifiée (« carnet du lait ») selon l'art. 957, al. 2 CO.		X

**Problème 3 : Conséquences comptables en cas de difficultés d'approvisionnement (8 points)**

L'entreprise familiale N-Ring SA est un sous-traitant automobile pour différentes pièces automobiles, comme les unités de commande, les capteurs et les faisceaux de câbles. N-Ring SA approvisionne directement les usines des grands constructeurs automobiles. N-Ring SA rencontre de gros problèmes d'approvisionnement de matériaux et de composants, les chaînes d'approvisionnement mondiales étant à l'arrêt en raison de différentes difficultés tels que le Covid-19, des fermetures de ports, des conflits et des catastrophes naturelles.

Le département financier de N-Ring SA est lui aussi touché par cette situation difficile. Le responsable financier Manuel Manthey a donc besoin de votre aide pour la représentation comptable de certaines opérations. Il n'est pas sûr de savoir comment comptabiliser certaines opérations dans le bouclage annuel 2022.

Procédez aux calculs requis et comptabilisez les opérations mentionnées. La taxe sur la valeur ajoutée peut être ignorée dans ce problème.

**3.1 Prétentions en dommages-intérêts**

Au cours des mois de mars à juin 2022, N-Ring SA n'a pas été en mesure de produire des faisceaux de câbles, n'ayant pas reçu le cuivre nécessaire. À partir de juillet 2022, la production a pu de nouveau être poursuivie normalement. En raison d'une rupture de stock de faisceaux de câbles, l'usine du client H-Auto SA a dû fermer de mai à juin 2022, car il lui était impossible de produire des véhicules sans faisceaux de câbles.

H-Auto SA réclame à présent des dommages-intérêts à N-Ring SA pour la perte de gain, l'atteinte à la réputation, etc. pour un montant de CHF 900 000. En cas de retards de livraison, N-Ring SA et H-Auto SA ont convenu d'une pénalité conventionnelle de maximum CHF 500 000. Les avocats de N-Ring SA ne voient dès lors aucune raison de verser un montant supérieur de dommages-intérêts.

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
3899	Autres déductions sur ventes	2330	Provisions à court terme	500 000

### 3.2 Fournisseurs alternatifs

En raison de fermetures du port de Shanghai, certaines puces n'ont pas pu être livrées en 2022. N-Ring SA a donc acheté des puces auprès d'une source d'approvisionnement alternative aux États-Unis. La valeur d'acquisition par puce est toutefois deux fois plus élevée que d'habitude et s'élève à CHF 160, frais de transport et frais accessoires d'approvisionnement inclus.

En fin d'année, le stock contient encore 6 000 puces évaluées à la valeur d'acquisition initiale (160). Les puces sont comptabilisées comme un produit commercial pur et vendues au prix unitaire de CHF 150 (prix actuel du marché). Les réductions sur vente ainsi que les charges de vente et les charges d'administration encore à courir s'élèvent à 15% du prix actuel du marché.

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
4200	Charges de marchandises	1299	Corrections de la valeur des stocks	195 000

### 3.3 Avance

En décembre 2022, une procédure de faillite a été ouverte à l'encontre de la société allemande Bauteile Sàrl, qui fournit des matières premières pour la production. N-Ring SA a déjà payé une avance de CHF 150 000, mais n'a pas reçu les matières premières achetées. L'avance n'est plus jugée recouvrable.

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
4000	Charges de matières	1290	Acomptes versés stocks	150 000

### 3.4 Réduction de l'horaire de travail

Pour les mois de novembre et décembre 2022, N-Ring SA a calculé des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail pour un montant de CHF 89 000 ; ces indemnités ne lui ont toutefois pas encore été versées à la fin de l'année.

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
1300	Actifs de régularisation	5000	Charges de salaires	89 000

### 3.5 Prétentions en dommages-intérêts

Comme les retards de livraison ont souvent été la conséquence de l'incapacité de sous-traitants de N-Ring SA à assurer l'approvisionnement, Manuel Manthey a poursuivi le sous-traitant Schmitz Sàrl en dommages-intérêts pour un montant de CHF 1 300 000. Le contrat conclu avec ce fournisseur ne contient aucune disposition concernant les retards de livraison. Bien que la procédure ait à peine débuté au tribunal, Manuel Manthey aimerait comptabiliser une créance prudemment évaluée à CHF 400 000.

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
	Aucune écriture			

Justifiez brièvement votre décision / votre raisonnement par rapport à la situation décrite sous 3.5 :

Il s'agit ici d'une créance éventuelle, qui ne peut pas être comptabilisée en raison du principe de réalisation et du principe de précaution.

### 3.6 Vente d'une machine

En raison d'un changement chez un fournisseur, une machine ne peut plus être utilisée pour la production. La machine est dès lors vendue comme ferraille pour un montant au comptant de CHF 1 000 peu avant la fin de l'année. La valeur comptable s'élève à CHF 9 000, la valeur d'acquisition de CHF 48 000 ayant fait l'objet d'un amortissement indirect.

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
1000	Caisse	1500	Machines et mobilier	1 000
1509	Correction de la valeur des machines et du mobilier	1500	Machines et mobilier	39 000
8504	Perte extraordinaire sur aliénation d'immob. corp.	1500	Machines et mobilier	8 000

### Problème 4 : Fondation d'une société (7 points)

Durant ses loisirs, Armin Aremberg travaille sur un système de freinage pour véhicules capable de convertir la chaleur générée au freinage en énergie. Après de longues années de recherche, il est parvenu à présent à construire un prototype qui fonctionne.

Armin Aremberg a maintenant l'intention d'amener le projet à maturité avec le concours de ses deux amis fortunés, Bastian Baur et Charles Clerc, afin de pouvoir en lancer la production. À cette fin, les trois amis fondent la société EnergieBremsen SA, dont le siège est à Bottighofen (TG).

Les trois fondateurs conviennent des modalités suivantes :

- 1) Le capital-actions d'EnergieBremsen SA s'élève à CHF 1 200 000 et est divisé en 120 000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 10 par action.
- 2) Charles Clerc souscrit 40 000 actions nominatives. Il libère ces actions à 150% en apportant un bâtiment de production. Ce bâtiment a une valeur vénale de CHF 1 100 000. Le bâtiment est encore grevé d'une hypothèque de CHF 500 000. Cette hypothèque est reprise par EnergieBremsen SA. Si la libération génère une dette de Charles Clerc, il remboursera cette dette par virement bancaire. Si le solde est positif, ce montant sera inscrit dans les comptes en tant que prêt d'actionnaire à long terme de Charles Clerc.
- 3) Bastian Baur souscrit 50 000 actions nominatives, qu'il libère à 150% par virement bancaire.
- 4) Armin Aremberg souscrit 30 000 actions nominatives, qu'il libère à 100% par virement bancaire. L'apport de son invention est indemnisé comme suit : d'une part, par la libération à 100% (au lieu de 150%), de l'autre, Armin Aremberg obtient le droit, dans le cas d'une augmentation de capital éventuelle, de souscrire en outre un nombre d'actions trois fois supérieur aux autres actionnaires.

#### 4.1 Comptabilisation

Comptabilisez la fondation d'EnergieBremsen SA.

Pour les écritures comptables de fondation, utilisez le compte 1145 Créances envers des actionnaires et comptabilisez les opérations séparément pour chaque fondateur.

Écritures comptables part d'actions Charles Clerc :

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
1145	Créances envers des actionnaires	2800	Capital-actions	400 000
1145	Créances envers des actionnaires	2900	Réserve légale issue du capital	200 000
1600	Immeubles	1145	Créances envers des actionnaires	1 100 000
1145	Créances envers des actionnaires	2455	Hypothèques	500 000



Écritures comptables part d'actions Bastian Baur :

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
1145	Créances envers des actionnaires	2800	Capital-actions	500 000
1145	Créances envers des actionnaires	2900	Réserve légale issue du capital	250 000
1020	Avoirs en banque	1145	Créances envers des actionnaires	750 000

Écritures comptables part d'actions Armin Aremberg :

Compte D	Désignation (facultatif)	Compte C	Désignation (facultatif)	Montant en CHF
1145	Créances envers des actionnaires	2800	Capital-actions	300 000
1020	Avoirs en banque	1145	Créances envers des actionnaires	300 000

#### 4.2 Questions relatives à la fondation

Veuillez répondre aux questions suivantes :

Question	Réponse
Comment s'appelle ce type de fondation ?	Fondation qualifiée ou constitution par apports en nature
Pour formuler autrement un avantage à la fondation, une variante est envisagée, où le fondateur Aremberg n'aurait à payer que 60% de la valeur nominale par action en cas d'augmentation de capital dans le futur. Cette variante serait-elle possible ? Justifiez votre réponse en faisant référence à l'article de loi.	Non, car elle contrevient à l'art. 624, al. 1 CO, interdiction d'émission sous le pair.
Quel doit être le capital-actions libéré minimum lors de la fondation d'une société anonyme ? Justifiez votre réponse en faisant référence à l'article de loi.	CHF 50 000 selon l'art. 632, al. 2 CO

**Problème 5 : Annexe (6 points)**

Dans les situations suivantes, indiquez si l'élément évoqué doit être ou non obligatoirement inscrit dans l'annexe aux comptes annuels (en cochant).

		Oui	Non
1)	L'entreprise a convenu par contrat d'une obligation d'achat avec son fournisseur pour les 2 prochaines années.		X
2)	L'entreprise s'est portée caution au bénéfice de la banque prêteuse d'un de ses clients.	X	
3)	Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale de verser un dividende à partir des réserves issues d'apports en capital.		X
4)	L'entreprise a octroyé au conseil d'administration des options sur les actions de la société qui ne peuvent être exercées que dans 7 ans.	X	

Dans les situations suivantes concernant Racetec Maschinenbau SA, déterminez si les événements postérieurs à la date du bilan doivent être inscrits au bilan et au compte de résultats et/ou présentés dans l'annexe et/ou tout simplement ignorés (en cochant). Justifiez votre décision. Les comptes annuels 2022 ont été approuvés lors de la séance du conseil d'administration du 15 février 2023.

1) Le 26 janvier 2023, des défauts importants ont été découverts sur toutes les machines livrées en décembre 2022.		
Inscription au	Bilan et compte de résultats	X
	Annexe	<input type="checkbox"/>
	Ignoré	<input type="checkbox"/>
Justification	La cause des défauts est apparue dès 2022. Le défaut a été constaté avant l'approbation du bouclage.	

2) Pour une machine construite et livrée en octobre 2022, nous recevons une liste de défauts anormalement longue en date du 25 février 2023.

Inscription au	Bilan et compte de résultats	<input type="checkbox"/>
	Annexe	<input type="checkbox"/>
	Ignoré	X
Justification	Ne peut plus être pris en compte dans le boucllement, car le fait est survenu après l'approbation par le conseil d'administration.	

3) Le 10 février 2023, une guerre se déclare dans un pays où l'entreprise possède une unité de production (établissement stable), et l'usine a dû être fermée en raison du conflit.

Inscription au	Bilan et compte de résultats	<input type="checkbox"/>
	Annexe	X
	Ignoré	<input type="checkbox"/>
Justification	L'événement a lieu durant le nouvel exercice et n'a aucun rapport avec l'année 2022. Comme l'événement a un impact considérable pour l'entreprise et que sa non-divulgaration pourrait nuire à l'évaluation fiable de la situation économique de l'entreprise, il doit être fait mention dans l'annexe.	

4) Le 15 janvier 2023, l'entreprise a perdu l'un de ses principaux clients, qui représentait jusqu'à présent environ 40% du chiffre d'affaires total.

Inscription au	Bilan et compte de résultats	<input type="checkbox"/>
	Annexe	X
	Ignoré	<input type="checkbox"/>
Justification	L'événement a lieu durant le nouvel exercice et n'a aucun rapport avec l'année 2022. Comme l'événement a un impact considérable pour l'entreprise et que sa non-divulgaration pourrait nuire à l'évaluation fiable de la situation économique de l'entreprise, il doit être fait mention dans l'annexe.	

## Annexe 1 : Extrait du plan comptable

### Bilan

1000 Caisse	2000 Dettes A+P
1020 Avoirs en banque	2030 Acomptes reçus
1060 Titres	2120 Engagements de leasing à court terme
1069 Correction de la valeur des titres	2140 Dettes à court terme envers des tiers
1091 Compte d'attente pour salaires	2200 TVA due
1100 Créances V+P	2201 Décompte TVA
1109 Correction de la valeur des créances L+P	2206 Impôt anticipé à payer
1140 Créances envers des tiers	2261 Dividendes à payer
1145 Créances envers des actionnaires	2270 Assurances sociales et institutions de prévoyance
1170 Impôt préalable sur matériel, march., prestations	2290 Autres dettes à court terme
1171 Impôt préalable Investissements, autres charges	2300 Passifs de régularisation
1176 Impôt anticipé à récupérer	2330 Provisions à court terme
1200 Stocks de marchandises	2455 Hypothèques
1210 Stocks de matières premières	2480 Prêts d'actionnaires
1260 Stocks de produits finis	2600 Provisions à long terme
1290 Acomptes versés stocks	2800 Capital-actions
1299 Corrections de la valeur des stocks	2900 Réserve légale issue du capital
1300 Actifs de régularisation	2950 Réserve légale issue du bénéfice
1480 Participations	2960 Réserves facultatives issues du bénéfice
1489 Correction de la valeur des participations	2970 Bénéfice reporté
1500 Machines et mobilier	2980 Propres actions
1509 Correction de la valeur des machines et du mobilier	
1530 Véhicules	
1539 Correction de la valeur des véhicules	
1600 Immeubles	
1609 Correction de la valeur des immeubles	
1700 Immobilisations incorporelles	
1709 Correction de la valeur des immob. incorporelles	

### Compte de résultats

3000 Vente de produits fabriqués	6000 Charges de locaux
3200 Produits des marchandises	6100 Charges d'entretien et de réparations
3700 Prestations propres	6200 Charges de véhicules
3805 Pertes sur créances V+P, variation du croire	6270 Part privée aux charges de véhicules
3806 Différences de cours sur ventes	6300 Charges d'assurances choses
3820 Variation de la provision pour garanties	6400 Charges d'énergie et d'évacuation des déchets
3899 Autres déductions sur ventes	6600 Charges de publicité
3910 Variation des stocks de produits finis	6800 Amortissements / corr. de la valeur des immob. corp.
4000 Charges de matières	6900 Charges d'intérêts
4200 Charges de marchandises	6940 Frais bancaires
4700 Frais d'achats	6942 Pertes de cours réalisées sur titres
4880 Pertes de matières	6943 Pertes de cours non réalisées sur titres
4900 Escomptes et rabais	6950 Produits des intérêts
4906 Différences de cours sur achats	6952 Dividendes et produits des intérêts sur titres
5000 Charges de salaires	6992 Gains de cours réalisés sur titres
5700 Charges sociales	6993 Gains de cours non réalisés sur titres
5900 Prestations de tiers	8504 Perte extraordinaire sur aliénation d'immob. corp.
	8514 Bénéfice extraordinaire sur aliénation d'immob. corp.
	8900 Impôts directs



## **Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023**

(Règlement d'examen 2021)

### **Comptabilité**

Problème 2      Calcul des coûts  
                         Calcul

Durée d'examen    1 ½ heure

Points              38

**Solution 1 : Calcul des coûts standard (29 points)**

a) Décompte d'exploitation 20\_2 en milliers de CHF

10 Délimitation matérielle déductions sur ventes	
	Comptabilisés
3800 Déductions sur ventes	420
93800 Déductions sur ventes calc.	-424
<b>Solde</b>	<b>-4</b>

20 Centre de coûts Mécanique		
	Comptabilisés	Budget flexible
5000 Charges de personnel	585	583
6800 Coûts d'amortissement	690	686
6700 Autres frais généraux	425	420
<b>Frais généraux totaux</b>	<b>1 700</b>	<b>1 689</b>
90090 Crédit de prestation variable	-609	
90091 Crédit de prestation fixe	-1 218	
<b>Écart de couverture</b>	<b>-127</b>	

30 Centre de coûts Électrique		
	Comptabilisés	Budget
5000 Charges de personnel	530	500
6800 Coûts d'amortissement	354	350
6700 Autres frais généraux	296	290
<b>Frais généraux totaux</b>	<b>1 180</b>	<b>1 140</b>
90090 Crédit de prestation variable	-412	
90091 Crédit de prestation fixe	-824	
<b>Écart de couverture</b>	<b>-56</b>	

50 Centres de coûts Administration/distribution		
	Comptabilisés	Budget
5000 Charges de personnel	578	570
6800 Coûts d'amortissement	117	110
6700 Autres frais généraux	325	320
<b>Frais généraux totaux</b>	<b>1 020</b>	<b>1 000</b>
--	-	
90091 Crédit de prestation fixe	-1 088	
<b>Écart de couverture</b>	<b>-68</b>	

100 Robots aspirateurs en cours	
4000 Matières premières Mécanique	530
4005 Matières premières Électrique	620
90020 FG variables Mécanique	276
90021 FG fixes Mécanique	552
90030 FG variables Électrique	88
90031 FG fixes Électrique	176
3900 Variations des stocks variables	7
3901 Variations des stocks fixes	-12
90000 Coûts de fabrication variables Vente	-1 496
90001 Coûts de fabrication fixes Vente	-704
<b>Solde</b>	<b>37</b>

200 Aspirateurs en cours	
4000 Matières premières Mécanique	1 506
4005 Matières premières Électrique	862
90020 FG variables Mécanique	333
90021 FG fixes Mécanique	666
90030 FG variables Électrique	324
90031 FG fixes Électrique	648
3900 Variations des stocks variables	-
3901 Variations des stocks fixes	-
90000 Coûts de fabrication variables Vente	-3 024
90001 Coûts de fabrication fixes Vente	-1 296
<b>Solde</b>	<b>19</b>

120 Robots aspirateurs vendus	
3000 Revenus de la production	-3 080
93800 Déductions sur ventes calc.	154
90000 Coûts de fabrication variables Vente	1 496
<b>Marge contributive standard</b>	<b>-1 430</b>
90001 Coûts de fabrication fixes Vente	704
90050 FG fixes Administration/distribution	440
<b>Résultat standard</b>	<b>-286</b>

220 Aspirateurs vendus	
3000 Revenus de la production	-5 400
93800 Déductions sur ventes calc.	270
90000 Coûts de fabrication variables Vente	3 024
<b>Marge contributive standard</b>	<b>-2 106</b>
90001 Coûts de fabrication fixes Vente	1 296
90050 FG fixes Administration/distribution	648
<b>Résultat standard</b>	<b>-162</b>

b) Analysez l'écart de production sur les robots aspirateurs finis en milliers de CHF.

	Robots aspirateurs finis		
	Comptabilisés en KCHF	Standard en KCHF	Écart en KCHF
Matières premières Mécanique	536	528	8
Matières premières Électrique	627	616	11
FG variables Mécanique	270	264	6
FG variables Électrique	88	88	0
<b>CF variables Vente</b>	<b>1 521</b>	<b>1 496</b>	<b>25</b>
FG fixes Mécanique	540	528	12
FG fixes Électrique	176	176	0
<b>Coûts de fabrication</b>	<b>2 237</b>	<b>2 200</b>	<b>37</b>

c) Comptabilisez les opérations sélectionnées sur la base du décompte d'exploitation.

		Compte D	Objet	Compte C	Objet	Montant en KCHF
1	Pour la fabrication de robots aspirateurs, le centre de coûts <i>Mécanique</i> achète des matières premières pour KCHF 52 du stock de matières Mécanique.	4 000	100	1 220		52
2	Les amortissements indirects du centre de coûts <i>Électrique</i> de KCHF 354 sont comptabilisés.	6 800	30	1 509		354
3	200 robots aspirateurs sont vendus. La vente doit être comptabilisée dans l'ordre suivant : facturation, déductions sur ventes, coûts de fabrication des ventes et frais généraux d'administration et de distribution	1 100 93 800 90 000 90 001 90 050	 120 120 120 120	3 000 93 800 90 000 90 001 90 091	 120 10 100 100 50	140 7 68 32 20
4	Le centre de coûts <i>Mécanique</i> rapporte 400 heures pour la production de robots aspirateurs.	90 020 90 021	100 100	90 090 90 091	20 20	12 24

d) Calculez le degré de productivité du centre de coûts *Électrique* à une décimale près.

<b>Degré de productivité</b>	<u>Heures standard</u> Heures effectives	<u>20 600 h</u> 20 700 h	<b>99,5%</b>
------------------------------	---	-----------------------------	--------------

e) Affirmations

N°	Affirmation	Juste	Justification en cas de déclaration fausse
1	Un taux d'occupation de 95% peut être dû au fait que les collaborateurs(trices) ont travaillé plus lentement que la normale.	<input type="checkbox"/>	Au contraire, il faudrait alors qu'ils(elles) travaillent plus longtemps, et le taux d'occupation serait supérieur à 100%.
2	Si des coûts sont imputés à un centre de coûts sur la base d'heures standard, le degré de productivité est généralement plus faible.	<input type="checkbox"/>	Le degré de productivité reste inchangé.
3	Une sur-couverture sur un centre de coûts signifie généralement que les collaborateurs(trices) ont travaillé plus vite que la normale.	<input type="checkbox"/>	Le fait que les collaborateurs(trices) travaillent plus rapidement entraîne des sous-couvertures, car moins d'heures sont imputées que prévu.
4	Un taux d'occupation supérieur à 100% indique que la quantité de produits effectivement fabriqués est supérieure à celle prévue.	<input type="checkbox"/>	Il montre simplement que les collaborateurs(trices) ont travaillé plus longtemps que prévu.

**Solution 2 : calcul avec coûts partiels (5 points)**

a) Marges de la marge contributive

	Robot aspirateur		Aspirateur	
Recettes des ventes nettes	665	100,0%	475	100,0%
./. Coûts variables	-340	-51,1%	-280	-58,9%
= Marge contributive	325	<b>48,9%</b>	195	<b>41,1%</b>

b) Seuil de rentabilité

Coûts fixes		2 840 000
./. Marges contributives aspirateurs	10 000 aspirateurs* Fr. 195.-/unité	-1 950 000
= À couvrir par les robots aspirateurs		890 000

Break even	<u>Coûts fixes résiduels</u> MC par unité	<u>890 000</u> 325	<b>2 738.46</b> <b>2 739 unités</b>
------------	--	-----------------------	--

c) Marge bénéficiaire

Chiffre d'affaires pour objectif de bénéfice relatif	<u>Coûts fixes</u> MC	<u>2 000 000</u> 42,9%	<b>CHF 4 662 005</b> CHF 4 662 315
--	--------------------------	---------------------------	---------------------------------------

d) Prix plancher

Coûts variables aspirateurs à batterie		CHF 330.-
+ Coûts d'opportunité	195 MC class. : 2,5 h • 3,0 h	CHF 234.-
= Coûts marginaux / prix plancher		<b>CHF 564.-</b>

**Problème 3 : Calcul des coûts unitaires (4 points)**

	Coûts unitaires pour		
	200 unités	1 000 unités	5 000 unités
Coûts des matières premières par unité	120.00	<b>115.00</b>	115.00
Frais de traitement variables par unité	45.00	<b>45.00</b>	45.00
Frais de traitement fixes	80.00	18.00	4.00
Coûts de construction et de programmation	40.00	8.00	1.60
<b>Coûts de fabrication</b>	<b>285.00</b>	<b>186.00</b>	<b>165.60</b>
Frais généraux et emballage par unité	22.00	20.00	20.00
<b>Prix de revient</b>	<b>307.00</b>	<b>206.00</b>	<b>185.60</b>





## **Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023**

(Règlement d'examen 2021)

### **Comptabilité**

Problème 3      Tableau de flux de trésorerie  
                     Ratios  
                     Calcul d'investissement  
                     Planification financière

Durée d'examen    1 ½ heure

Points              38

**Solution 1 : Tableau de flux de trésorerie (13 points)**

**Bilans de clôture**

	20_3	20_4		20_3	20_4
Liquidités	9	16	Dettes A+P	50	60
Créances V+P (clients)	70	64	Passifs de régularisation (intérêts)	3	2
Stock de marchandises	40	45	Dettes à long terme	80	62
Actifs de régularisation (loyer)	1	2	Provisions à long terme	5	8
Immobilisations corporelles	280	320	Capital-actions	120	140
./. Correction de valeur des immobilisations corporelles	-120	-144	Réserve légale issue du capital	10	14
Immobilisations financières à long terme	40	43	Réserve légale issue du bénéfice	35	37
			Bénéfice reporté	5	8
			Bénéfice	12	15
	320	346		320	346

**Tableau des flux de trésorerie 20\_4**

<b>Flux de trésorerie provenant de l'activité d'exploitation</b>		
Versements de clients	656	
./. Paiements aux fournisseurs de marchandises	-401	
./. Paiements du loyer	-51	
./. Versements pour intérêts	-5	
./. Versements pour d'autres charges d'exploitation	-156	
./. Utilisation des provisions	-2	
+ Dividendes perçus	4	45
<b>Flux de trésorerie provenant de l'activité d'investissement</b>		
./. Dépenses pour l'achat d'immobilisations corporelles	-49	
+ Recettes de la vente d'immobilisations corporelles	13	
./. Dépenses pour l'achat d'immobilisations financières	-1	-37
<b>Flux de trésorerie provenant de l'activité de financement</b>		
+ Recettes générées par une augmentation de capital	24	
./. Remboursement des dettes à long terme	-18	
./. Distribution des bénéfices	-7	-1
= <b>Augmentation des liquidités</b>		7

**Compte de résultat 20\_4**

Produits des marchandises	650
./. Charges de marchandises	-400
./. Charges locatives	-50
./. Charges d'amortissement	-30
./. Charges d'intérêts	-4
./. Autres charges d'exploitation	-160
+ Plus-value de cession d'immobilisations corporelles	3
+ Produits des immobilisations financières	6
= <b>Bénéfice</b>	15

**Flux de trésorerie provenant de l'activité commerciale 20\_4 (indirect)**

Bénéfice	15
+ Charges d'amortissement	30
+ Hausse des provisions	3
+ Baisse des créances L+P	6
./. Hausse du stock marchandises	-5
+ Augmentation des dettes L+P	3
./. Hausse des actifs de régularisation	-1
./. Diminution des PR	-1
./. Plus-value de cession d'immobilisations corporelles	-3
./. Gain de cours immobilisations financières	-2
= <b>Flux de trésorerie provenant de l'activité d'exploitation</b>	45

## Solution 2 : Ratios (9 points)

a)

Ratios	Calcul	Résultat	Covenant respecté ?	
			Oui	Non
Délai moyen de paiement clients	$\frac{360 \text{ jours} * 80}{720}$	40 jours	x	
Marge EBITDA	$\frac{60}{720}$	8%	x	
Ratio de financement propre	$\frac{200}{350}$	57%	x	
Ratio de liquidités 2	$\frac{100}{50}$	200%	x	
Facteur d'endettement	$\frac{50}{30}$	2	x	
Facteur de couverture des intérêts	$\frac{35}{5}$	7		x

b)

Mesures	Délai de paiement clients	Marge EBITDA	Ratio de financement propre	Ratio de liquidités 2	Facteur d'endettement	Facteur de couverture des intérêts
Augmenter les amortissements	0	0	-	0	0	0
Réduire la distribution des bénéfices (en espèces)	0	0	+	+	+	0
Remboursement des engagements financiers, ce qui entraîne en même temps une réduction des charges d'intérêts (= dépenses d'intérêts)	0	0	+	-	+	+

**Solution 3 : Calcul d'investissement (8 points)**

a)

	Investissement X		Investissement Y	
Cash-flow	$6\,000 : 3$	2 000	$6\,000 : 3$	2 000
./. Amortissements	$4\,200 : 3$	-1 400	$4\,200 : 3$	-1 400
./. Intérêts calculés	$2\,100 * 10\%$	-210	$2\,100 * 10\%$	-210
= Bénéfice		<b>390</b>		<b>390</b>

Selon la méthode statique de comparaison des bénéfices, les deux investissements sont aussi avantageux l'un que l'autre. Le cash-flow, qui varie dans le temps, n'a aucune influence sur les considérations statiques.

b) L'argent sera probablement récupéré dès la deuxième année pour le projet d'investissement X et seulement la troisième année pour le projet d'investissement Y, raison pour laquelle l'investissement X est à privilégier.

c)

	Investissement X		Investissement Y	
Cash-flow année 1	$3\,000 * 0,909$	2 727	$1\,000 * 0,909$	909
+ Cash-flow année 2	$2\,000 * 0,826$	1 652	$2\,000 * 0,826$	1 652
+ Cash-flow année 3	$1\,000 * 0,751$	751	$3\,000 * 0,751$	2 253
./. Capitaux engagés		-4 200		-4 200
= VAN		<b>930</b>		<b>614</b>



Investissement X



Investissement Y

**Suite de la solution 3**

d)

**Calcul approximatif** (facultatif, différentes approches sont possibles)

Facteur d'actualisation d'une annuité	<u>Capitaux engagés</u> Ø Cash-flow	$\frac{4\,200}{2\,000}$	<b>2,100</b>
---------------------------------------	--	-------------------------	--------------

D'après le tableau des facteurs d'actualisation d'une annuité, un taux d'intérêt de 20% donne une durée d'utilisation de 3 ans et un facteur d'actualisation d'une annuité de 2,100. Comme le cash-flow est plus faible au départ, le taux de rendement interne est plus bas.

**Essai avec 17%**

Valeur actuelle cash-flow année 1	$1\,000 * 0,855$	855
+ Valeur actuelle cash-flow année 2	$2\,000 * 0,731$	1 462
+ Valeur actuelle cash-flow année 3	$3\,000 * 0,624$	1 872
./. Capitaux engagés		-4 200
<b>= VAN</b>		<b>-11</b>

**Essai avec 16%**

Valeur actuelle cash-flow année 1	$1\,000 * 0,862$	862
+ Valeur actuelle cash-flow année 2	$2\,000 * 0,743$	1 486
+ Valeur actuelle cash-flow année 3	$3\,000 * 0,641$	1 923
./. Capitaux engagés		-4 200
<b>= VAN</b>		<b>71</b>

Le taux d'intérêt interne est de (presque) **17%**.

e)

VAN supplémentaire requise	$930 - 614$	316
Augmentation du cash-flow nominal	$316 : 0,751$	421
<b>Cash-flow nominal année 3</b>	$3\,000 + 421$	<b>3 421</b>

**Solution 4 : Planification financière (8 points)**

	Question	Réponse
a	Réserve issue du capital dans le bilan prévisionnel de fin 20_3	60
b	Versements de clients selon le tableau de flux de trésorerie prévisionnel 20_3	3 940
c	Correction de valeur des immobilisations corporelles dans le bilan prévisionnel de fin 20_2	356
d	Valeur d'acquisition des immobilisations corporelles dans le bilan prévisionnel de fin 20_3	940
e	Paiements aux fournisseurs de marchandises selon le tableau des flux de trésorerie prévisionnel 20_2	2 519
f	Charges d'intérêts selon le compte de résultat prévisionnel 20_2	20
g	Passifs de régularisation pour intérêts dans le bilan prévisionnel de fin 20_3	4
h	Distribution des bénéfices selon le tableau des flux de trésorerie prévisionnel 20_3	46



## **Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023**

(Règlement d'examen 2021)

Problème 4      Opération à terme sur devises  
Leasing financier  
Transformation  
Contrats à long terme  
Immobilisations corporelles

Durée d'examen    1 heure

Points              24

**Problème 1 : Opération à terme sur devises (4 points)**

a)

☒ Achat à terme

☐ Vente à terme

b)  $\text{EUR } 400\,000 \times \text{EUR } 1.016/\text{CHF} = \text{CHF } 406\,400$

c)

#	Affirmation	Juste	Fausse
1	Une opération à terme sur devises impose d'acheter ou de vendre une devise étrangère à un moment défini dans le futur.	x	
2	Le paiement d'une opération à terme sur devises s'effectue à la conclusion du contrat.		x
3	Selon la monnaie, le cours à terme de la devise est identique, supérieur ou inférieur au cours au comptant.	x	
4	Le cours à terme d'une monnaie affichant un niveau de taux d'intérêt supérieur à celui du franc suisse est toujours inférieur à son cours spot.	x	

**Problème 2 : Leasing financier (5 points)**

a)

Annuité	$\frac{\text{Prix d'achat au comptant}}{\text{Facteur d'actualisation d'une annuité}}$	$\frac{200}{3,993}$	50
---------	--	---------------------	----

b)

**Écritures comptables en début de contrat**

Débit	Crédit	Montant
Immobilisations corporelles en leasing	Engagements de leasing	200

**Écritures comptables à la fin de la 3<sup>e</sup> année**

Débit	Crédit	Montant
Charges d'intérêts	Avoirs en banque	*12 10
Engagements de leasing	Avoirs en banque	*30 40
Amortissements	Correction de valeur immobilisations corporelles en leasing	40

\* avec une annuité de 42



**Problème 3 : Transformation (5 points)**

a)

**Bilan de la société anonyme**

Avoirs en banque	41	Dettes A+P	15
Créances V+P	30	Autres capitaux étrangers à court terme	5
Stocks	8	Prêt aux actionnaires	3
Immobilisations corporelles	50	Capital-actions	100
		Réserves issues d'apports en capitaux	6
	129		129

b) Le transfert des réserves latentes de 12 à la société anonyme est exonéré d'impôt (avec un délai de blocage de 5 ans).

Les réserves latentes de 3 sur les titres transférés à la fortune privée doivent être imposées à titre privé chez Luca Huber.

**Problème 4 : Contrats à long terme selon les Swiss GAAP RPC (7 points)**

a)

#	Affirmation	Juste	Fausse
1	Si les conditions d'application de la méthode POCM ne sont pas remplies, les montants seront portés au bilan selon la méthode CC.	x	
2	Les méthodes POCM et CC se distinguent surtout par la façon dont les bénéfices liés au contrat sont affectés aux différentes périodes.	x	
3	Si des pertes sont enregistrées durant un contrat à long terme, celles-ci doivent être réparties proportionnellement sur les périodes restantes.		x
4	Si les acomptes versés sont assortis d'un droit de remboursement, il convient de le noter dans une avant-colonne au niveau des stocks.		x

b)

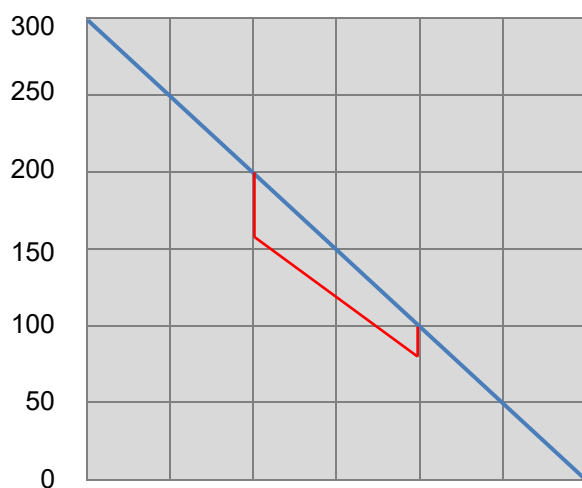
Degré d'avancement cumulé	25%	55%	90%
Chiffre d'affaires de l'exercice	125	150	175
Chiffres d'affaires cumulés	125	275	450
Résultat des contrats durant l'exercice en cours	35	20	35
Contrats à long terme selon le bilan de fin d'année	125	275	450

c) 220

**Problème 5 : Immobilisations corporelles selon les Swiss GAAP RPC (3 points)**

Année	Amortissements	Dépréciation d'actifs	Valeur comptable
20_1	50		250
20_2	50	40	160
20_3	40		120
20_4	40	-20	100
20_5	50		50
20_6	50		0

Graphique d'aide pour vos propres calculs (ne compte pas pour la note).





## **Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023**

(Règlement d'examen 2021)

### **Comptabilité**

Problème 5      Consolidation  
Impôts latents

Durée d'examen   1 ½ heure

Points              38

**Solution 1 : Tableau des capitaux propres (4 points)**

**Tableau des capitaux propres 20\_7**

	Capital- actions	Réserves issues du capital	Réserves issues du bénéfice	Total actionnaires holding	Parts des intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
État initial	400	70	130	600	60	660
+ Augmentation du capital- actions	100	40		140	6	146
./. Distribution des bénéfices			-50	-50	-4	-54
+ Bénéfice			85	85	15	100
= État final	500	110	165	775	77	852

Désignations correctes, dividendes au lieu de distribution deS bénéfices, résultat au lieu de bénéfice  
Augmentation du CA uniquement Augmentation serait erronée !

**Solution 2 : Bilan commercial 1 et bilan commercial 2 (8 points)**

**Tableau d'ajustement de F au 31.12. 20\_4**

Bilan	CA 1		Ajustement		CA 2	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Actifs divers	264				264	
Stock de marchandises	74		35 · 5	3	111	
Immobilier	400		350		750	
./. Ajustement de la valeur des immeubles		140	100	45 · 15		100
Brevet			120		120	
./. Amortissement du brevet				36 · 12		48
Capitaux étrangers		181				181
Capital-actions		200				200
Réserve légale issue du capital		7		7		
Réserve légale issue du bénéfice		48		30 · 18		
Réserves facultatives issues du bénéfice		73		40 · 33		
Bénéfice reporté		46		20 · 26		
Réserves issues du capital				35 · 350 · 120 · 100 7 · 30 40 20		702
Réserves issues du bénéfice			45 36	5 · 18 · 33 26		1
Bénéfice bilan		43	3 15 12			13
	738	738		895	1 245	1 245

### Solution 3 : Bilan consolidé (6 points)

#### Bilan consolidé 31.12.20\_3

Actifs divers	1121	Capitaux étrangers	550
Goodwill	6	Capital-actions	300
		Réserves issues du capital	60
		Réserves issues du bénéfice	91
		Part des intérêts minoritaires au capital	68
		Bénéfice bilan	50
		Part des intérêts minoritaires au bénéfice bilan	8
	1127		1127

Ne pas tenir compte des fautes consécutives !

### Solution 4 : Écritures de consolidation (8 points)

#### Journal de consolidation fin 20\_5

N°	Texte	Débit	Crédit	Montant
1	Procédez à la consolidation des capitaux. Le goodwill est porté à l'actif.	Capital-actions	Participation au capital de F	210
		Réserves issues du capital	Participation au capital de F	200
		Goodwill	Participation au capital de F	150
2	Amortissement du goodwill.	Réserves issues du bénéfice	Goodwill	120
		Bénéfice bilan	Goodwill	30
		Amortissement du goodwill	Bénéfice compte de résultat	30
3	Le 30 avril 20_2, H a accordé à F un prêt à terme échu de 120 produisant des intérêts de 5% par an. La date de paiement annuel des intérêts est fixée au 30 avril.	Emprunts	Prêts consentis	120
		Produits des intérêts	Charges d'intérêts	6
		Passifs de régularisation	Actifs de régularisation	4
4	Début 20_5, H a livré à F une immobilisation corporelle produite par ses soins pour 80 (coût de fabrication groupe 50).  L'amortissement indirect intervient de manière linéaire sur 10 ans dans les comptes individuels et le bouclage consolidé.	Bénéfice bilan	Immobilisations corporelles	80
		Revenu de la production	Bénéfice compte de résultat	80
		Immobilisations corporelles	Bénéfice bilan	50
		Bénéfice compte de résultat	Produits de prestations propres	50
		Ajustement de la valeur des immobilisations corporelles	Bénéfice bilan	3
		Bénéfice compte de résultat	Amortissements immobilisations corporelles	3

N° 2) Faute consécutive possible lors de l'amortissement du goodwill

N° 4) Faute consécutive possible lors de l'amortissement si activation incorrecte de l'immobilisation corporelle

**Solution 5 : L'impact des opérations sur le bouclage consolidé (6 points)**

N°	Opération	Taux d'endettement	Intensité des actifs immobilisés	Ratio de liquidités 2
1	M procède à une augmentation du capital-actions de 60 avec un agio de 30. Libération en numéraire.	-	-	+
2	F verse des dividendes de 8.	0	0	0
3	F rembourse un prêt accordé par M il y a trois ans.	0	0	0
4	M décide de verser un dividende de 18.	+	+	-

**Solution 6 : Bouclage annuel selon le CO et les Swiss GAAP RPC (6 points)**

Bilan 31.12.20\_8

	Code des obligations		Corrections		Swiss GAAP RPC	
	Actifs	Passifs	Débit	Crédit	Actifs	Passifs
Actifs divers	215				215	
Stock de marchandises	40		30	10	60	
Immobilisations corporelles	110		54	18	46	
Capitaux étrangers divers		130				130
Provisions pour impôts latents			7	21		14
Capital-actions		100				100
Réserves issues du capital		12				12
Réserves issues du bénéfice		98	21	30 + 54		61
Bénéfice		25	10 + 18	7		4
	365	365	140	140	421	421

1 point chacun, provision pour impôts latents 2 points



## **Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023**

(Règlement d'examen 2021)

### **Comptabilité**

Problème 6      Fusion  
Droit des sociétés  
Poursuite pour dettes et faillite  
Organisation de la comptabilité

Durée d'examen      1 heure

Points      24

**Problème 1 : Fusion-absorption (12 points)**

Fusão SA est une PME prospère dont le siège est à Zoug. Active dans la branche de la publicité, la société ne cesse de croître depuis sa fondation, en 2013.

Pour accéder à de nouveaux segments de clientèle, Fusão SA envisage une fusion avec Vendo SA, société spécialisée dans le marketing numérique.

Procédez à la fusion en suivant les étapes prévues et en vous basant sur les informations suivantes. Les montants doivent être arrondis au nombre entier, les pourcentages à la première décimale.

**Bilans au 31.12.2022 en KCHF**

ACTIFS	Groupe de comptes	Fusão SA	Vendo SA
Liquidités	100	3 000	500
Créances résultant de V+P	110	1 500	300
Stocks et prestations non facturées	120	1 000	400
Actifs de régularisation	130	500	200
<b>Total de l'actif circulant</b>		<b>6 000</b>	<b>1 400</b>
Participations	140	800	0
Immobilisations corporelles meubles	150	2 200	600
<b>Total de l'actif immobilisé</b>		<b>3 000</b>	<b>600</b>
<b>Total actifs</b>		<b>9 000</b>	<b>2 000</b>

PASSIFS	Groupe de comptes	Fusão SA	Vendo SA
Dettes résultant de A+P	200	1 400	300
Autres dettes à court terme	210	500	100
Passifs de régularisation	230	740	200
<b>Total des capitaux étrangers à court terme</b>		<b>2 640</b>	<b>600</b>
Dettes à long terme	240	2 400	500
<b>Total des capitaux étrangers à long terme</b>		<b>2 400</b>	<b>500</b>
<b>Total des capitaux étrangers</b>		<b>5 040</b>	<b>1 100</b>
Capital-actions	280	2 000	600
Réserves légales issues du capital	290	0	0
Réserves légales issues du bénéfice	295	1 000	300
Réserves facultatives issues du bénéfice	296	960	0
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>3 960</b>	<b>900</b>
<b>Total passifs</b>		<b>9 000</b>	<b>2 000</b>

**Chiffres clés**

	Fusão SA	Vendo SA
Nombre d'actions	20 000	15 000
Valeur nominale par action	100	40
Valeur au bilan (valeur substantielle par action)	198	60



**a) Dilution du capital par l'augmentation du capital-actions (5 points)**

- a1) Calculez le rapport d'échange pour la fusion projetée.  
Arrondissez le résultat à une décimale près.

Calcul :	
<b>Valeur au bilan par action de Fusão SA</b>	<b>CHF 198</b>
<b>divisé par</b>	
<b>Valeur au bilan par action de Vendo SA</b>	<b>CHF 60</b>
<b>= rapport d'échange 3.3 : 1</b>	
<b>Rapport d'échange : 3.3 : 1</b>	<b>1 point</b>

- a2) Pour obtenir un rapport d'échange entier, Fusão SA envisage de procéder à une augmentation du capital-actions à un prix d'émission inférieur à la valeur au bilan.  
Le rapport d'échange est 2:1 (2 actions actuelles donnent droit à une action nouvelle).  
Calculez le prix d'émission par action :

Calcul :	
<b>30 000 actions à 180 = KCHF 5 400</b>	
<b>KCHF 5 400 – KCHF 3 960 = KCHF 1 440</b>	
<b>KCHF 1 440 / 10 000 = 144</b>	
<b>3 actions à 180</b>	<b>540</b>
<b>./. 2 actions à 198</b>	<b>-396</b>
<b>= prix d'émission nouvelle action 144</b>	
<b>Prix d'émission par action : CHF 144</b>	<b>1 point</b>

- a3) Quelles seraient les écritures comptables pour l'augmentation projetée du capital-actions en KCHF ?

Utilisez les désignations de compte du bilan.

Libellé	Compte débit	Compte crédit	Montant en KCHF
<b>Augmentation du capital-actions valeur nominale</b>	<b>Liquidités</b>	<b>Capital-actions</b>	<b>1 000</b>
<b>Augmentation du capital-actions agio</b>	<b>Liquidités</b>	<b>Réserves issues du capital</b>	<b>440</b>

0,5 point

0,5 point

**Attention à la faute consécutive à a2)**

a4) Énumérez deux autres mesures qui pourraient changer la valeur au bilan par action et décrivez leur effet.

Mesure	Effet produit
<i>Distribution de réserves issues du bénéfice</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les capitaux propres sont réduits et il en résulte une baisse de la valeur du bilan par action.</li> <li>• La distribution constitue un produit imposable.</li> </ul>
<i>Remboursement de la valeur nominale ou des réserves d'apports en capital</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les capitaux propres sont réduits et il en résulte une baisse de la valeur du bilan par action.</li> <li>• La distribution est exonérée d'impôt.</li> </ul>
<i>Division d'actions (splitting)</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les capitaux propres demeurent inchangés, mais la valeur du bilan par action diminue étant donné que les actions émises sont plus nombreuses.</li> <li>• Cette mesure n'a aucune conséquence fiscale.</li> </ul>
<i>Augmentation de capital gratuite</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les capitaux propres sont diminués de l'impôt anticipé. De plus, la valeur du bilan par action diminue étant donné que les actions émises sont plus nombreuses.</li> <li>• Cette mesure constitue un produit imposable.</li> </ul>
<i>Versement supplémentaire</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les capitaux propres augmentent et il en résulte une hausse de la valeur du bilan par action.</li> <li>• Cette mesure n'a aucune conséquence fiscale.</li> </ul>
<i>0,5 point par mesure. Maximum 1 point.</i>	<p><i>0,5 point par effet produit.</i></p> <p><i>Maximum 0,5 point par mesure et 1 point au total.</i></p>

**b) Versement compensatoire (calcul de la soulte) (2 points)**

- b1) Contre toute attente, il n'est finalement pas procédé à une augmentation de capital. Pour obtenir un rapport d'échange entier, on opte plutôt pour des versements compensatoires aux actionnaires de Fusão SA.

Calculez le versement compensatoire (la soulte) par action à payer aux actionnaires de Fusão SA dès lors que l'on vise un rapport d'échange en valeur de 3:1.

Calcul :		
<b>Valeur au bilan d'une action Fusão SA</b>	<b>198</b>	
<b>./. Valeur au bilan de trois actions Vendo SA</b>	<b>- 180</b>	
<b>= versement compensatoire par action Fusão SA</b>	<b>18</b>	
<b>Versement compensatoire (soulte) par action : CHF 18      1 point</b>		

- b2) Comptabilisez toutes les écritures liées aux versements compensatoires (à la soulte) en KCHF. Utilisez les **groupes** de comptes du bilan.

Groupe de comptes débit	Groupe de comptes crédit	Montant en KCHF
<b>296 / Réserves facultatives issues du bénéfice</b>	<b>100 / Liquidités</b>	<b>234</b>
<b>296 / Réserves facultatives issues du bénéfice</b>	<b>210 / Autres dettes à court terme</b>	<b>126</b>
<b>210 / Autres dettes à court terme</b>	<b>100 / Liquidités</b>	<b>126</b>

0,5 point

0,5 point

Groupe de comptes débit	Groupe de comptes crédit	Montant en KCHF
<b>296 / Réserves facultatives issues du bénéfice</b>	<b>100 / Liquidités</b>	<b>360</b>

1.0 point

**Attention à la faute consécutive à b1)**

**c) Réalisation de la fusion (5 points)**

Une fois les versements compensatoires effectués, la fusion est réalisée avec un rapport d'échange de 3:1.

- c1) Pour pouvoir disposer des actions à fournir aux actionnaires de Vendo SA, l'entreprise Fusão SA augmente son capital-actions.

Calculez le montant de l'augmentation du capital-actions (valeur nominale) de Fusão SA en KCHF.

Calcul :

**15 000 actions de Vendo SA / 3 = 5 000 nouvelles actions de Fusão SA**  
**5 000 actions Fusão SA x valeur nominale par action de 100 = KCHF 500**

**Augmentation de capital en KCHF : KCHF 500**

**1 point**

- c2) Calculez l'agio de fusion en KCHF.

Calcul :

**Actif net repris de Vendo SA** **KCHF 900**  
**./. Augmentation du capital-actions Fusão SA** **KCHF 500 (Attention FC de c1)**  
**= agio de fusion** **KCHF 400**

**Agio de fusion en KCHF : KCHF 400**

**1 point**

- c3) Calculez la partie de l'agio de fusion bénéficiant d'un traitement fiscal privilégié en KCHF.

Calcul :

**Capital-actions annulé de Vendo SA** **KCHF 600**  
**./. Augmentation du capital-actions Fusão SA** **(Attention FC de c1) KCHF 500**  
**= partie de l'agio de fusion bénéficiant d'un traitement fiscal privilégié** **KCHF 100**

**Partie de l'agio de fusion bénéficiant d'un traitement fiscal privilégié en KCHF :**  
**KCHF 100** **1 point**

c4) Établissez le bilan de Fusão SA après la fusion en KCHF.

ACTIFS	Groupe de comptes	Fusão SA
Liquidités	100	3 140
Créances résultant de V+P	110	1 800
Stocks et prestations non facturées	120	1 400
Actifs de régularisation	130	700
<b>Total de l'actif circulant</b>		<b>7 040</b>
Participations	140	800
Immobilisations corporelles meubles	150	2 800
<b>Total de l'actif immobilisé</b>		<b>3 600</b>
<b>Total actifs</b>		<b>10 640</b>

0,5 point

Attention FC:

$$3500 - 360(b2) = 3140$$

PASSIFS	Groupe de comptes	Fusão SA
Dettes résultant de A+P	200	1 700
Autres dettes à court terme	210	600
Passifs de régularisation	230	940
<b>Total des capitaux étrangers à court terme</b>		<b>3 240</b>
Dettes à long terme	240	2 900
<b>Total des capitaux étrangers à long terme</b>		<b>2 900</b>
<b>Total des capitaux étrangers</b>		<b>6 140</b>
Capital-actions	280	2 500
Réserves légales issues du capital	290	300
Réserves d'apports en capital	291	100
Réserves légales issues du bénéfice	295	1 000
Réserves facultatives issues du bénéfice	296	600
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>4 500</b>
<b>Total passifs</b>		<b>10 640</b>

0,5 point

Attention FC:

0,5 point

$$2000 + 500(c1) = 2500$$

$$400(c2) - 100(c3) = 300$$

0,5 point

$$960 - 360(b2) = 600$$

Analogue à FC Liquidités

## 2. Droit des sociétés (3 points)

Le capital-actions de Beglinger Group SA s'élève à CHF 10 000 000.– et est divisé en 10 000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 500 et 100 000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 50.

L'art. 17 des statuts stipule ce qui suit : « À l'assemblée générale, toutes les actions donnent droit à une voix indépendamment de leur valeur nominale ».

- a) Comment appelle-t-on les actions qui ont une valeur nominale inférieure à celle des autres actions, mais qui disposent aussi chacune d'une voix à l'assemblée générale, au même titre que les actions d'une valeur nominale supérieure ?

Actions à droit de vote privilégié 0,5 point (l'art. 693 CO n'est pas nécessaire et ne suffit pas à lui seul)

- b) Les 100 000 actions d'une valeur nominale de CHF 50 pourraient-elles être émises comme actions au porteur ? 0,5 point

☐ Oui ☒ Non

- c) Une société anonyme émet des actions de différentes valeurs nominales et stipule dans ses statuts que chaque action donne droit à une voix à l'assemblée générale indépendamment de sa valeur nominale. Quel est le but d'une telle règle ? 0,5 point

Un tel dispositif permet de faire en sorte que les actionnaires minoritaires en termes de capital détenu puissent malgré tout, d'une certaine manière, contrôler la société.

- d) À l'assemblée générale du 18 août, le résultat suivant est obtenu lors du vote sur l'approbation des comptes annuels ; il s'agit d'une décision générale au sens de l'art. 703 CO :

Actions d'une valeur nom. de 500.–	Nombre de voix	Actions d'une valeur nom. de 50.–	Nombre de voix
Oui	600	Oui	45 300
Non	6 200	Non	20 700
Abstentions	1 600	Abstentions	14 800

Les comptes annuels sont-ils approuvés avec ce résultat de vote ?

La réponse doit être justifiée. Il faut indiquer la majorité requise.

☒ Comptes annuels approuvés 0,5 point ☐ Comptes annuels non approuvés

Justification : La majorité absolue des voix représentées s'élève à 44 601 0,5 point

Voix favorables (voix représentées 89 200 / 2 + 1). La majorité requise est atteinte avec 45 900 voix favorables.

- e) Un actionnaire veut contester le résultat du vote. Il estime en effet que 7 020 voix favorables n'auraient pas dû être prises en compte parce que ces actions n'étaient pas valablement représentées à l'assemblée générale du 18 août.

Indiquez le jour civil où l'action en contestation doit être notifiée au plus tard par la poste.

18 octobre 0,5 point (l'art. 706a CO n'est pas nécessaire et ne suffit pas à lui seul)

### 3. Poursuite pour dettes et faillite (3 points)

a) Georg F. a exploité une boucherie à Horgen (ZH) jusqu'à fin janvier 2023. Georg F. vit à Wädenswil (ZH). Le 6 février 2023, la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC) fait mention de la radiation de l'entreprise individuelle à la suite d'une cessation d'activité.

Le 8 mars 2023, une ancienne vendeuse de Georg F. dépose une réquisition de continuer la poursuite. Elle le poursuit pour trois salaires mensuels qui lui ont été accordés par le tribunal compétent par jugement exécutoire, son licenciement en juillet 2022 ayant été jugé abusif.

a1) Indiquez, en cochant, auprès de quel office des poursuites (OP) la vendeuse a dû déposer la réquisition de poursuite.

☒ OP Wädenswil [0,5 point](#)

☐ OP Horgen

a2) Dites pourquoi l'affirmation suivante est fausse : « Comme Georg F. n'est plus inscrit aujourd'hui au registre du commerce en tant qu'entrepreneur individuel, la poursuite est continuée par voie de saisie et non de faillite. » (1 point)

Un débiteur radié du registre du commerce est soumis encore pendant six mois à la poursuite par faillite si la réquisition de continuer la poursuite est déposée dans ce délai. 1 point (l'art. 40 LP n'est pas nécessaire et ne suffit pas à lui seul).

a3) Georg F. a fait opposition de la poursuite engagée par la vendeuse pour l'indemnité que lui a octroyée le tribunal. Pour lever cette opposition, la vendeuse a opté pour la procédure qui la mène le plus rapidement au but.

Selon quelle procédure a-t-elle dès lors fait lever l'opposition ? Veuillez cocher la bonne réponse.

☐ Action en reconnaissance de dette ☐ Action en libération de dette

☐ Mainlevée provisoire

☒ Mainlevée définitive [0,5 point](#)

☐ Procès civil ordinaire

[Si plusieurs mentions = 0 point](#)

b) Par une décision du tribunal des faillites du district de Winterthour (ZH), une procédure de faillite a été ouverte à l'encontre de Stephan H., en date du 3 mars.

À la suite de l'appel aux créanciers de l'office des faillites, les créances suivantes ont notamment été présentées et reconnues. Dans la colonne de droite, inscrivez les chiffres 1, 2 ou 3 selon le rang (= classe de faillite) accordé par l'office des faillites à la créance concernée dans l'état de collocation, sur la base de l'art. 219 LP. Lorsqu'il manque un montant dans la colonne des montants, il vous faut l'indiquer.

[1 point](#)

	CHF	Classe de faillite
Créances de primes de l'assurance-maladie Concordia pour l'assurance de base selon la LAMal	2 600	2
Pension alimentaire de l'épouse divorcée pour les huit derniers mois. Cette pension alimentaire s'élève à CHF 1000.– par mois.	6 000 2 000	1 3

[0,5 point de déduction par montant erroné ou classe de faillite erronée → Attention, déduction maximale](#)

#### 4. Organisation de la comptabilité (6 points)

##### a) Organisation (1,5 point)

a1) Cochez les deux affirmations justes concernant les différentes notions. [0,5 point](#)

- ☒ La notion d'« *organisation* » désigne un ensemble durable de systèmes sociotechniques ciblés.
- ☐ La « *disposition* » désigne une décision unique prise sur la base d'un règlement d'organisation.
- ☒ L'« *improvisation* » est une solution transitoire à laquelle on recourt pendant un certain temps.

a2) Cochez les deux affirmations justes concernant les différents modèles de travail. [0,5 point](#)

- ☐ Si des collaborateurs augmentent leur taux d'occupation, on parle de « job enlargement ».
- ☒ Le « job enrichment » permet d'inciter les collaborateurs à être plus autonome.
- ☒ Un exemple typique de « job sharing » est la décision d'un couple de se partager un emploi à temps plein d'enseignant.

a3) Cochez les deux affirmations justes concernant les différents systèmes de conduite. [0,5 point](#)

- ☐ Le « système monoligne » présente l'avantage d'offrir des voies d'information et de décision courtes.
- ☒ Les compétences sont clairement réglées dans le « système monoligne ».
- ☐ Dans un « système multiligne », les hiérarchies ont une plus haute priorité que dans un « système monoligne ».
- ☒ Un « système multiligne » requiert des règles de compétences très strictes.
- ☐ Un « système d'état-major » exige davantage des postes dirigeants qu'un « système monoligne ».

##### b) Organisation de projet (1,5 point)

b1) Citez un inconvénient de l'organisation fonctionnelle par rapport à l'organisation matricielle. [0,5 point](#)

1. Problèmes d'acceptation chez les personnes concernées, isolement de l'équipe de projet, etc.

b2) Citez un avantage de la Task Force (pure organisation de projet) par rapport à l'organisation matricielle. [0,5 point](#)

1. Raccourcissement de la durée du projet, concentration sur le projet, équipe motivée, etc.

b3) Mettez les phases de projet classées alphabétiquement dans l'ordre correct dans le modèle en cascade conventionnel (de 1 à 5) : [0,5 point](#)

- 1 Initialisation
- 3 Conception
- 4 Réalisation
- 5 Déploiement
- 2 Etude préliminaire



**c) Sécurité des données** (3 points) ¼ point par réponse

c1) Énumérez trois dangers contre lesquels les données doivent être protégées :

1. Perte
2. Falsification
3. Destruction

c2) Citez quatre mesures visant à garantir la sécurité des données dans une entreprise.

1. Contrôles d'accès
2. Protection contre l'incendie
3. Sauvegardes
4. Mots de passe, pare-feu

c3) Citez deux moyens utilisés par les maliciels (malware) pour entrer dans un système informatique.

1. Pièces jointes ou liens dans les e-mails
2. Téléchargement de données ou de programmes

c4) Citez trois mesures permettant de se protéger contre les cybermenaces.

1. Emploi de programmes antivirus
2. Mise à jour du système d'exploitation
3. Mise à jour des logiciels

*Utilisation de mots de passe forts, ne pas ouvrir des pièces jointes ou des liens dans des e-mails provenant d'expéditeurs inconnus, ne pas accéder à des réseaux wifi non sécurisés, ne pas transmettre des détails de compte par e-mail, etc.*



## Examen professionnel de Spécialiste en finance et comptabilité 2023

(Règlement d'examen 2021)

### Fiscalité

Problème 1            Taxe sur la valeur ajoutée

Durée d'examen    1 ½ heure

Points                50 sur 100

Solution

### Exercice 1 (8,0 points)

La société Scierie SA, dont le siège est à Entlebuch (CH), est inscrite au registre des personnes assujetties à la TVA et décompte la TVA selon la méthode effective. L'entreprise vend ses produits en bois à des clients de la région domiciliés en Suisse et à des clients domiciliés dans des pays limitrophes. Pour les affirmations suivantes a) à l), indiquez par une croix si elles sont exactes (juste) ou non (faux).

Sauf mention contraire, les règles suivantes s'appliquent :

- Toutes les pièces justificatives des fournisseurs de prestations ayant leur siège en Suisse sont établies correctement sur le plan formel, conformément à l'art. 26 LTVA ;
- Tous les prestataires sont obligatoirement assujettis à la TVA sur le territoire suisse ;
- Les éventuelles opérations exclues du champ de l'impôt ne sont pas imposées volontairement par les prestataires (pas d'option pour les prestations exclues du champ de l'impôt) ;
- Les montants s'entendent TVA éventuelle incluse.

Affirmations		juste	faux
a)	Scierie SA vend ses déchets de copeaux de bois à des horticulteurs de la région ayant leur siège en Suisse, qui les utilisent comme matériau de couverture pour les jardins et à la commune d'Entlebuch à des fins de chauffage. La facturation de ces deux prestations se fait au taux normal de 7.7 % actuellement en vigueur.		X
b)	Scierie SA se procure les grumes auprès d'agriculteurs et de forestiers domiciliés en Suisse et <u>non</u> inscrits au registre des personnes assujetties à la TVA. Bien que la facturation des agriculteurs et sylviculteurs à la scierie SA se fasse <u>sans</u> TVA, une déduction de l'impôt préalable à hauteur de 2,5 % du montant facturé peut être effectuée comme impôt préalable.	X	
c)	En juin 2019, Scierie SA a acheté un tracteur datant de 1991 pour CHF 10'000.00 à l'agriculteur Sepp Rübenkohl, <u>non</u> inscrit au registre des assujettis à la TVA et domicilié à Trubschachen (CH). Le tracteur est utilisé par Scierie SA à des fins d'exploitation (transport sur le terrain de l'usine). Lors de l'achat du tracteur, Scierie SA a pu procéder à une déduction de l'impôt préalable fictif conformément à l'art. 28a LTVA d'un montant de CHF 714.95.	X	
d)	Le tracteur acheté en 2019 et utilisé à des fins d'exploitation (voir let. c ci-dessus) a été vendu par Scierie SA en décembre 2022 à Bruno Muster, un passionné de voitures anciennes domicilié à Lucerne (CH). Comme il s'agit d'un modèle rare, Bruno Muster était prêt à payer CHF 15'000.00 pour le tracteur. Pour le calcul de l'impôt sur le chiffre d'affaires, Scierie SA peut appliquer l'imposition de la marge et déduire du prix de vente le prix d'achat.		X
e)	La société Transport SA, dont le siège est à Munich (DE) et qui n'est <u>pas</u> inscrite au registre des assujettis à la TVA, facture à Scierie SA un montant de EUR 2'000.00 pour le transport de sciure d'Entlebuch (CH) à Munich (DE). La scierie SA doit déclarer ce montant (converti en francs suisses) comme impôt sur les acquisitions.		X

Affirmations		correct	faux
f)	La vente de bois acheté et scié par Scierie SA à des clients sur le territoire suisse est considérée comme une prestation exclue du champ de l'impôt conformément à l'art. 21 al. 2 ch. 26 LTVA.		<b>X</b>
g)	Les ventes de bois scié à partir de l'entrepôt d'Entlebuch (CH) à destination de l'étranger sont considérées comme des livraisons sur le territoire suisse, qui sont exonérées de la TVA suisse, pour autant que la preuve de l'exportation puisse être apportée par Scierie SA.	<b>X</b>	
h)	Scierie SA vend à un agriculteur domicilié en Suisse de la sciure fraîche en vrac que le client utilise comme produit d'épandage pour l'élevage. En plus de la sciure, Scierie SA facture également les frais de transport, qui sont indiqués séparément sur la facture. La sciure est facturée au taux d'imposition réduit de 2.5 % et les frais de transport doivent être facturés au taux normal de 7.7 %.		<b>X</b>
i)	Au premier étage de l'immeuble commercial à Entlebuch (CH), Scierie SA loue à une tierce personne un appartement meublé de 4 pièces pour un montant mensuel de CHF 2'500.00. La façade de l'immeuble a dû être rénovée en juin 2020 pour CHF 48'465.00 (rénovation = dépenses de maintien de la valeur). Scierie SA a pu procéder à une déduction de l'impôt préalable de CHF 3'465.00.		<b>X</b>
j)	En raison de la location d'appartements (voir let. i ci-dessus), Scierie SA doit procéder une fois par an à une correction de l'impôt préalable pour l'infrastructure administrative doublement affectée. Par mesure de simplification, Scierie SA peut appliquer le forfait de 0.07 % des revenus locatifs bruts (charges comprises).	<b>X</b>	
k)	La locataire de l'appartement situé à l'étage de l'immeuble commercial (voir let. i ci-dessus) a résilié son contrat de location pour fin février 2023. En raison de la croissance économique de l'entreprise, l'appartement sera désormais utilisé comme bureaux pour la scierie. Les meubles de l'appartement, qui ont finalement été utilisés pour la location de l'appartement sont vendus par Scierie SA sur la plateforme "Ricardo.ch" pour un montant total de CHF 500.00. La vente de ces meubles est imposable au taux normal de 7,7 % actuellement.		<b>X</b>
l)	Étant donné que l'appartement sera utilisé à partir de mars 2023 pour l'activité entrepreneuriale avec droit à la déduction de l'impôt préalable, l'impôt préalable qui n'était pas déductible auparavant pourra l'être en rapport avec cet appartement (dégrèvement ultérieur de l'impôt préalable). L'impôt préalable déductible se limite à la valeur résiduelle du bien. Celle-ci se calcule, pour les biens immobiliers, en amortissant linéairement un vingtième pour chaque année civile écoulée. Toutes les dépenses d'augmentation et de maintien de la valeur peuvent être prises en compte.		<b>X</b>

## Exercice 2 (8,5 points)

L'entreprise de transport EXPRESS SA, dont le siège est à Lucerne (CH), est inscrite au registre des personnes assujetties à la TVA. L'entreprise décompte la TVA selon la méthode effective et selon les contre-prestations reçues. Les éventuels chiffres d'affaires exclus du champ de l'impôt ne sont pas imposés volontairement. EXPRESS SA effectue des transports de marchandises tant nationaux qu'internationaux. Pour les futurs chauffeurs de camion, l'entreprise propose des cours théoriques de plusieurs jours sur les camions et exploite un commerce de manuels dans ce domaine.

Au cours du dernier trimestre de l'exercice 2022, EXPRESS SA a réalisé les recettes suivantes (hors une éventuelle TVA) :

Transports de biens sur territoire suisse, mandants ayant leur siège sur territoire suisse	CHF	220'000.00
Transports de biens sur territoire suisse, mandants ayant leur siège à l'étranger	CHF	15'000.00
Transports de biens de CH vers l'étranger, mandants ayant leur siège s/territoire suisse	CHF	150'000.00
Transports de biens de l'étranger vers la CH, mandants ayant leur siège s/territoire suisse	CHF	140'000.00
Formation pour l'examen théorique camions à Lucerne (CH)	CHF	30'000.00
Vente de manuels de formation à des clients domiciliés sur territoire suisse (indépendamment des cours de formation)	CHF	5'000.00
<b>Total des recettes</b>	<b>CHF</b>	<b>560'000.00</b>

EXPRESS SA a eu des dépenses pour une annonce d'emploi « Recherche chauffeur » dans un magazine allemand pour un montant de EUR 1'200.00. La facturation a été effectuée par la Frankfurter Allgemeine Zeitung AG, dont le siège est à Francfort (DE), qui n'est pas inscrite au registre des assujettis à la TVA. Le cours de l'euro est de 1,02 à la date de la facture et de 0,98 au moment du paiement.

2.1 Complétez l'extrait suivant du formulaire de décompte de la TVA selon les faits mentionnés ci-dessus.

I. CHIFFRE D'AFFAIRES (les articles cités se réfèrent à la loi sur la TVA du 12.06.2009)		Chiffre	Chiffre d'affaires CHF	Chiffre d'affaires CHF
Total des contre-prestations convenues ou reçues, y c. de prestations imposées par option, de transferts par procédure de déclaration, de prestations à l'étranger (ch. d'affaires mondial)		200		<b>560'000</b>
Contre-prestations déclarées sous ch. 200 qui proviennent de prestations exclues du champ de l'impôt (art. 21) pour lesquelles il a été opté en vertu de l'art. 22		205		
<b>Déductions:</b> Prestations exonérées (p. ex. exportations, art. 23), prestations exonérées fournies à des institutions et à des personnes bénéficiaires (art. 107, al. 1, let. a)		220	<b>290'000</b>	
Prestations fournies à l'étranger (lieu de la prestation à l'étranger)		221 +	<b>15'000</b>	
Transferts avec la procédure de déclaration (art. 38, veuillez, s.v.p., joindre le formulaire n° 764)		225 +		
Prestations exclues du champ de l'impôt (art. 21) fournies sur le territoire suisse pour lesquelles il n'a pas été opté selon l'art. 22		230 +	<b>30'000</b>	
Diminutions de la contre-prestation telles que rabais, escomptes, etc.		235 +		
Divers (p.ex. valeur du terrain, prix d'achat en cas d'imposition de la marge) .....		280 +		
<b>Total du chiffre d'affaires imposable (ch. 200 moins ch. 289)</b>		299		<b>225'000</b>
				<b>335'000</b>
				<b>225'000</b>

II. CALCUL DE L'IMPÔT		Prestations CHF dès le 01.01.2018		Impôt CHF / ct. dès le 01.01.2018		Prestations CHF jusqu'au 31.12.2017		Impôt CHF / ct. jusqu'au 31.12.2017		
Taux										
Normal	302	<b>220'000</b>	+	<b>16'940.00</b>	7,7%	301		+		8,0%
Réduit	312	<b>5'000</b>	+	<b>125.00</b>	2,5%	311		+		2,5%
Spécial pour l'hébergement	342		+		3,7%	341		+		3,8%
Impôt sur les acquisitions	382	<b>1'176</b>	+	<b>90.55</b>		381		+		
<b>Total de l'impôt dû (ch. 301 à 382)</b>						<b>Impôt CHF / ct.</b>		<b>17'155.55</b>		399

- 2.2 Justifiez en quelques mots **et** en indiquant précisément une base légale (article, alinéa et - si disponibles - lettres, chiffres, etc.) pourquoi les recettes provenant de transports de biens sur territoire suisse par des mandants ayant leur siège à l'étranger (CHF 15'000.00) doivent être déclarées au chiffre 221 du formulaire de décompte TVA (voir exercice partiel 2.1 ci-dessus).

Justification :

**Principe du lieu du destinataire / lieu de la prestation à l'étranger / n'est par conséquent pas soumise à l'impôt grevant les opérations réalisées sur le territoire suisse**

Base légale :

**Art. 8 al. 1 LTVA**

- 2.3 Cochez les affirmations (correctes) suivantes concernant la déduction de l'impôt préalable par EXPRESS SA.

- ☒ Les montants d'impôt préalable liés aux transports de marchandises peuvent être intégralement déduits.
- ☐ Les montants d'impôt préalable liés aux transports de marchandises doivent être corrigés en fonction du rapport d'utilisation.
- ☐ EXPRESS SA est entièrement habilitée à déduire l'impôt préalable.
- ☒ Les montants d'impôt préalable liés aux cours théoriques ne peuvent pas être déduits.
- ☒ Les montants d'impôt préalable, qui concernent à la fois les cours pour l'examen théorique et les transports de marchandises, doivent être corrigés en fonction de leur utilisation.
- ☐ Le commerce de manuels scolaires ne donne pas droit à la déduction de l'impôt préalable.

### Exercice 3 (11,0 points)

Pour répondre aux questions suivantes de l'exercice 3, il faut partir du principe que les prestataires ayant leur siège à l'étranger ne sont pas inscrits dans le registre suisse des personnes assujetties à la TVA.

- 3.1 L'activité principale de la société « FC Bleu-Noir Genève SA », dont le siège est à Genève (CH), est l'exploitation d'un club de football professionnel dans la ligue suisse de football. La société est inscrite au registre des assujettis à la TVA.

En 2022, la société a vendu l'attaquant vedette « Tony » à un autre club suisse. Dans la comptabilité de la société « FC Bleu-Noir Genève SA » a été enregistré un paiement de CHF 25'000.00 pour ce transfert de joueur en faveur de l'agent de joueurs « H.B. », domicilié à Munich (DE). Cette écriture comptable a été opérée dans les charges sous la rubrique « Prestations de tiers ». La facture de Monsieur « H.B. » s'intitule « Commission pour placement de joueurs, prestations de conseils ainsi que prestations administratives ».

Déterminez en cochant si le « FC Bleu-Noir Genève SA » est redevable de l'impôt sur les acquisitions et justifiez votre réponse. Indiquez également la base légale précise (article, alinéa et - si disponibles - lettres, chiffres, etc.)

Impôt sur les acquisitions : ☒ Oui ☐ Non

Base légale : **Art. 45 al. 1 let. a LTVA, en relation avec l'art. 45 al. 2 let. a LTVA**

Justification : **Conformément à l'art. 45 al. 1 let. a LTVA, sont soumises à l'impôt sur les acquisitions, entre autres, les prestations de services fournies par des entreprises ayant leur siège à l'étranger et qui ne sont pas inscrites au registre des assujettis à la TVA, pour autant que le lieu de la prestation se trouve sur le territoire suisse conformément à l'art. 8 al. 1 LTVA. Les assujettis ayant leur siège sur le territoire suisse doivent déclarer toutes les prestations soumises à l'impôt sur les acquisitions.**

- 3.2 Une grande caisse de pension (fondation) ayant son siège en Suisse réalise notamment des revenus provenant de la mise à disposition de biens immobiliers et de parties de biens immobiliers à des fins d'usage, de la vente de titres (actions) et de l'octroi de crédits. En raison de l'option pour les revenus locatifs de certains biens immobiliers, la fondation est inscrite au registre des assujettis à la TVA.

La société Conseils Européens SW, dont le siège est à Paris (FR), a facturé en 2022 les prestations suivantes à la caisse de pension sise sur territoire suisse :

• Honoraires de gestion de fortune	CHF	80'000.00
• Courtages résultant du négoce de papiers-valeurs	CHF	75'000.00
• Frais de tenue de compte pour les comptes de négoce de devises	CHF	10'000.00
• Droits de garde	CHF	6'000.00

L'architecte Mario Batto, établi à Imola (I), a facturé la prestation suivante :

• Estimation d'un immeuble de placement à Bologne (I)	CHF	9'000.00
---	-----	----------

- a) Déterminez, en cochant la case correspondante, si la caisse de pension est redevable de l'impôt sur les acquisitions et justifiez votre réponse. Indiquez également la base légale précise (article, alinéa et - si disponibles - lettres, chiffres, etc.)

Honoraires de gestion de fortune : CHF 80'000.00

Impôt sur les acquisitions : ☒ Oui ☐ Non

Base légale : **Art. 45 al. 1 let. a LTVA  
en relation avec l'art. 45 al. 2 let. a LTVA**

Justification : **Selon l'art. 45 al. 1 let. a LTVA, les prestations de services fournies par des entreprises ayant leur siège à l'étranger et qui ne sont pas inscrites au registre des assujettis à la TVA sont soumises à l'impôt sur les acquisitions, pour autant que le lieu de la prestation se trouve sur le territoire suisse conformément à l'art. 8 al. 1 LTVA. Les personnes assujetties ayant leur siège sur le territoire suisse doivent déclarer toutes les prestations soumises à l'impôt sur les acquisitions.**

Courtages résultant du négoce de papiers-valeurs : CHF 75'000.00

Impôt sur les acquisitions : ☐ Oui ☒ Non

Base légale : **Art. 45a LTVA**

Justification : **Ne sont pas soumises à l'impôt sur les acquisitions les prestations qui sont exclues du champ de l'impôt sur le territoire suisse en vertu de l'art. 21. Les courtages résultant du commerce de papiers-valeurs sont exclus du champ de l'impôt en vertu de l'art. 21 al. 2 ch. 19 let. e LTVA.**

Frais de tenue de compte pour les comptes de négoce de devises : CHF 10'000.00

Impôt sur les acquisitions : ☐ Oui ☒ Non

Base légale : **Art. 45a LTVA**

Justification : **Ne sont pas soumises à l'impôt sur les acquisitions les prestations qui sont exclues du champ de l'impôt sur le territoire suisse en vertu de l'art. 21. Les Frais de tenue de compte pour les comptes de négoce de devises sont exclus du champ de l'impôt en vertu de l'art. 21 al. 2 ch. 19 let. c LTVA.**

Droits de garde : CHF 6'000.00

Impôt sur les acquisitions : ☒ Oui ☐ Non

Base légale : **Art. 45 al. 1 let. a LTVA  
en relation avec l'art. 45 al. 2 let. a LTVA**

Justification : **Selon l'art. 45 al. 1 let. a LTVA, les prestations de services fournies par des entreprises ayant leur siège à l'étranger et qui ne sont pas inscrites au registre des assujettis à la TVA sont soumises à l'impôt sur les acquisitions, pour autant que le lieu de la prestation se trouve sur le territoire suisse conformément à l'art. 8 al. 1 LTVA. Les personnes assujetties ayant leur siège sur le territoire suisse doivent déclarer toutes les prestations soumises à l'impôt sur les acquisitions.**

Estimation de l'immeuble de placement à Bologne (I) : CHF 9'000.00

Impôt sur les acquisitions : ☐ Oui ☒ Non

Base légale : **Art. 45 al. 1 let. a LTVA  
(à contrario)**

Justification : **Conformément à l'art. 45 al. 1 let. a LTVA, seules les prestations de services fournies par des entreprises ayant leur siège à l'étranger et qui ne sont pas inscrites au registre des assujettis à la TVA sont soumises à l'impôt sur les**



**acquisitions, pour autant que leur lieu se trouve sur le territoire suisse conformément à l'art. 8, al. 1, LTVA. Il en est de même, des let. b – d de l'art. 45 de l'al. 1, ces dernières ne s'appliquent pas dans le cas présent.**

- b) Calculez l'éventuel impôt dû sur les acquisitions par la caisse de pension.

**CHF 6'622.00 (7.7% de CHF 86'000 [100.0%])**

- c) Indiquez la base légale qui régit le principe du droit à la déduction de l'impôt préalable d'un impôt sur les acquisitions déclaré par la fondation (article, alinéa et - si disponibles - lettres, chiffres, etc.)

Base légale : **Art. 28 al. 1 let. b LTVA**

- d) Partez du principe qu'un impôt dû sur les acquisitions pour la caisse de pension résulte des opérations commerciales susmentionnées.

Déterminez, en cochant la case correspondante, si la caisse de pension est habilitée à déduire l'impôt préalable et justifiez votre réponse. Indiquez également la base légale précise (article, alinéa et - si disponibles - lettres, chiffres, etc.)

Déduction de l'impôt préalable ☐ possible ☒ pas possible

Base légale : **Art. 29 al. 1 LTVA**

Justification : **Les prestations acquises ici servent à réaliser des chiffres d'affaires exclus du champ de l'impôt ne pouvant pas faire l'objet d'une imposition avec l'option (ou ne faisant pas partie de la contre-prestation).**

### Exercice 4 (8,0 points)

La société immobilière Maisonmaître Immeubles SA a pour objet la détention et la gestion du bien immobilier « Maisonmaître » à Pringy (CH). La société a opté en partie pour les revenus locatifs et est par conséquent inscrite au registre des personnes assujetties à la TVA. La société ne perçoit pas d'autres recettes que les loyers.

L'immeuble est utilisé comme suit :

4ème étage :	195 m <sup>2</sup>	Appartement familial, loué à usage d'habitation
3ème étage :	175 m <sup>2</sup>	Appartement familial, loué à usage d'habitation
2ème étage :	175 m <sup>2</sup>	Loué à des services communaux <u>sans</u> option
1er étage :	175 m <sup>2</sup>	Loué à un bureau d'architecture avec option
Parterre :	175 m <sup>2</sup>	Loué à une entreprise de ferblanterie avec option
Environnement :	Pré naturel avec étang, 18 places de parc extérieures (non attribuées) à disposition de tous les locataires de l'immeuble (incluses dans le loyer).	

Les dépenses suivantes ont été nécessaires au cours de l'exercice 2022 (tous les montants s'entendent hors TVA de 7.7 %) :

• Remplacement des revêtements de sol dans les locaux des services communaux	CHF	30'000.00
• Rénovation du toit et de la façade	CHF	50'000.00
• Remplacement des réfrigérateurs dans les appartements familiaux	CHF	4'800.00
• Nouveau four / steamer pour la cuisine du bureau d'architecture	CHF	2'100.00
• Remplacement de la porte d'entrée du bureau d'architecture au 1er étage et des services communaux au 2e étage	CHF	4'100.00
• Entretien de l'étang et du parking	CHF	4'000.00
• Gestion de l'immeuble par la société Fiduciaire-Immeubles SA	CHF	5'000.00
Total des dépenses (hors TVA 7.7 %)	<u>CHF</u>	<u>100'000.00</u>
7.7 % Impôt préalable	<u>CHF</u>	<u>7'700.00</u>

La régie immobilière qui établit également le décompte TVA de la société immobilière Maisonmaître Immeubles SA, a corrigé l'impôt préalable à hauteur de 41,43 % (CHF 104'000.00 de loyers exclus du champ de l'impôt par rapport aux recettes locatives totales de CHF 251'000.00) et a fait valoir une déduction de l'impôt préalable de CHF 4'509.90 dans le décompte TVA.

a) Évaluez si le calcul de la régie immobilière pour la correction de l'impôt préalable conduit à un résultat correct et justifiez votre réponse.

☐ La correction de l'impôt préalable est appropriée

☒ La correction de l'impôt préalable n'est pas appropriée

Justification : **La méthode de correction selon la clé de répartition du chiffre d'affaires n'aboutit généralement pas à un résultat correct de la correction de l'impôt préalable pour les immeubles (par exemple, en raison de la différence de loyer au mètre carré entre les espaces résidentiels et commerciaux/de bureaux).**

- b) Procédez à l'affectation de l'impôt préalable selon la méthode dite des "3 pots" en cochant la case correspondante.

- Pot A** Impôt préalable sur les dépenses donnant droit à la déduction intégrale de l'impôt préalable  
**Pot B** Impôt préalable sur les dépenses ne donnant pas droit à déduction  
**Pot C** Impôt préalable sur les dépenses à usage mixte et n'ouvrant que partiellement droit à la déduction de l'impôt préalable

	Pot A	Pot B	Pot C
Remplacement des revêtements de sol dans les locaux des services communaux		X	
Rénovation de toitures et de façades			X
Remplacement des réfrigérateurs dans les appartements familiaux		X	
Nouveau four / steamer pour la cuisine du bureau d'architecture	X		
Remplacement de la porte d'entrée du bureau d'architectes au 1er étage et des services communaux au 2e étage	(X)	(X)	X
Entretien de l'étang et des parkings			X
Gestion de l'immeuble par Fiduciaire-Immeubles SA			X

- c) Calculez la correction de l'impôt préalable déductible de la société immobilière Maisonmaître Immeubles SA pour le pot C. Vos calculs doivent être présentés de manière détaillée et les montants correspondants doivent être clairement indiqués.

**Calcul de l'impôt préalable déductible - Pot C :**

**Remplacement des portes d'entrée**

Utilisation mixte (art. 30 LTVA) : Application  
Clé (nombre de portes) → Pot C

CHF 4'100.00 x 7.7 % = CHF 315.70  
 Impôt préalable déductible (bureau d'architectes) = - CHF 157.85

Correction (exclusion) de l'impôt préalable des services communaux = CHF 157.85 CHF 157.85

**Rénovation du toit et de la façade / entretien de l'étang et des parkings / gestion des immeubles**

Utilisation mixte (art. 30 LTVA) : Application  
Clé (m<sup>2</sup>) → Pot C (sur 39,11 % de l'impôt préalable une déduction de l'impôt préalable est possible)

CHF 59'000.00 (CHF 50'000.00 + CHF 4'000.00 + CHF 5'000.00) x 7.7 % = CHF 4'543.00  
 Impôt préalable déductible : 39,11 %<sup>1</sup> de CHF 4'543.00 = - CHF 1'776.75

Correction impôt préalable : 60,89 %<sup>2</sup> (100% - 39.11 %) de CHF 4'543.00 CHF 2'766.25 CHF 2'766.25

**Total correction de l'impôt préalable (Pot C) :** CHF 2'924.10

<sup>1</sup> 350m<sup>2</sup> (175m<sup>2</sup> + 175m<sup>2</sup>) sur un total de 895m<sup>2</sup>

<sup>2</sup> 545m<sup>2</sup> (195m<sup>2</sup> + 175m<sup>2</sup> + 175m<sup>2</sup>) sur un total de 895m<sup>2</sup>

### Exercice 5 (10,0 points)

Le siège social de la société Meroni Plafonds SA se trouve à Lugano (CH). La société s'est spécialisée dans la livraison et le montage de différents systèmes de plafonds creux et de faux plafonds.

Le décompte de TVA est établi selon la méthode effective et selon les contre-prestations convenues. Seuls des chiffres d'affaires imposables à la TVA au taux normal sont réalisés. En 2022, Meroni Plafonds SA a décompté les chiffres d'affaires et les montants d'impôt dus suivants :

	<u>Contre-prestation convenues</u>		<u>Impôt dû</u>
1er trimestre 2022	CHF	2'323'258	CHF 178'890.90
2e trimestre 2022	CHF	2'669'510	CHF 205'552.25
3e trimestre 2022	CHF	2'527'780	CHF 194'639.05
4e trimestre 2022	CHF	2'470'452	CHF 190'224.80
Total 2022	<u>CHF</u>	<u>9'991'000</u>	<u>CHF 769'307.00</u>

Vérifiez, à l'aide de la réconciliation des chiffres d'affaires, si les chiffres d'affaires déclarés pour l'année civile 2022 correspondent aux chiffres d'affaires figurant dans la comptabilité. La concordance des chiffres d'affaires doit être présentée de manière détaillée et les montants correspondants doivent être clairement indiqués. Une éventuelle différence de chiffre d'affaires doit être désignée comme telle et l'impôt correspondant doit être calculé.

Le compte 2200 « Taxe sur la valeur ajoutée (TVA due) » présente une différence.

<b>Extrait du bilan au 31.12.2022 (comparaison avec l'année précédente)</b>		<b>31.12.2022</b>	<b>31.12.2021</b>
1100	Créances provenant de livraisons et de prestations (Débiteurs)	161'550	107'700
1109	Ducroire (correction de valeur des créances)	- 16'000	- 10'000
1130	Avances aux fournisseurs	3'000	6'000
1210	Matières premières	8'000	7'000
1280	Travaux en cours	32'000	21'000
1300	Charges payées d'avance (actifs transitoires)	65'000	35'000
2000	Dettes résultant d'achats et de prestation de services (créanciers)	100'987	100'109
2030	Acomptes de clients	28'000	57'000
2300	Charges à payer (passifs transitoires)	72'000	80'000

### Extrait du grand livre pour l'année 2022

Dans la comptabilité, les chiffres d'affaires sont enregistrés hors une éventuelle TVA.

<b>Compte 3400</b>		<b>Livraison et montage Plafonds de type A</b>		
		Doit CHF	Avoir CHF	Solde CHF
31.01.2022	Chiffres d'affaires janvier 2022		250'158	250'158 -
28.02.2022	Chiffres d'affaires février 2022		199'280	449'438 -
31.03.2022	Chiffres d'affaires mars 2022		180'360	629'798 -
30.04.2022	Chiffres d'affaires avril 2022		266'630	896'428 -
31.05.2022	Chiffres d'affaires mai 2022		270'500	1'166'928 -
30.06.2022	Chiffres d'affaires juin 2022		150'000	1'316'928 -
31.07.2022	Chiffres d'affaires juillet 2022		300'010	1'616'938 -
31.08.2022	Chiffres d'affaires août 2022		200'000	1'816'938 -
30.09.2022	Chiffres d'affaires septembre 2022		350'650	2'167'588 -
31.10.2022	Chiffres d'affaires octobre 2022		350'560	2'518'148 -
30.11.2022	Chiffres d'affaires novembre 2022		350'000	2'868'148 -
31.12.2022	Chiffres d'affaires décembre 2022		131'852	3'000'000 -

<b>Compte 3401 Livraison et montage Plafonds de type B</b>			
	Doit CHF	Avoir CHF	Solde CHF
01.01.2022 Extourne des travaux en cours 2021	10'000		10'000
01.01.2022 Extourne des acomptes des clients 2021		30'000	20'000 -
01.01.2022 Charges à payer (passifs transitoires) 2021		60'000	80'000 -
31.01.2022 Chiffres d'affaires de janvier 2022		400'500	480'500 -
28.02.2022 Chiffres d'affaires février 2022		309'150	789'650 -
31.03.2022 Chiffres d'affaires mars 2022		501'050	1'290'700 -
30.04.2022 Chiffres d'affaires avril 2022		666'630	1'957'330 -
31.05.2022 Chiffres d'affaires mai 2022		308'250	2'265'580 -
30.06.2022 Chiffres d'affaires juin 2022		401'950	2'667'530 -
31.07.2022 Chiffres d'affaires juillet 2022		416'000	3'083'530 -
31.08.2022 Chiffres d'affaires août 2022		300'380	3'383'910 -
30.09.2022 Chiffres d'affaires septembre 2022		480'190	3'864'100 -
31.10.2022 Chiffres d'affaires octobre 2022		560'000	4'424'100 -
30.11.2022 Chiffres d'affaires novembre 2022		450'000	4'874'100 -
31.12.2022 Chiffres d'affaires décembre 2022		205'900	5'080'000 -
31.12.2022 Travaux en cours 2022		20'000	5'100'000 -
31.12.2022 Acomptes des clients 2022	15'000		5'085'000 -
31.12.2022 Charges à payer (passifs transitoires) 2022	40'000		5'045'000 -

<b>Compte 3402 Livraison et montage Plafonds de type C</b>			
	Doit CHF	Avoir CHF	Solde CHF
01.01.2022 Extourne des travaux en cours 2021	11'000		11'000
01.01.2022 Extourne des acomptes des clients 2021		27'000	16'000 -
31.01.2022 Chiffres d'affaires janvier 2022		150'980	166'980 -
28.02.2022 Chiffres d'affaires février 2022		160'880	327'860 -
31.03.2022 Chiffres d'affaires mars 2022		170'900	498'760 -
30.04.2022 Chiffres d'affaires avril 2022		200'000	698'760 -
31.05.2022 Chiffres d'affaires mai 2022		250'550	949'310 -
30.06.2022 Chiffres d'affaires juin 2022		155'000	1'104'310 -
31.07.2022 Chiffres d'affaires juillet 2022		250'000	1'354'310 -
31.08.2022 Chiffres d'affaires août 2022		130'550	1'484'860 -
30.09.2022 Chiffres d'affaires septembre 2022		100'000	1'584'860 -
31.10.2022 Chiffres d'affaires octobre 2022		150'550	1'735'410 -
30.11.2022 Chiffres d'affaires novembre 2022		100'050	1'835'460 -
31.12.2022 Chiffres d'affaires décembre 2022		180'540	2'016'000 -
31.12.2022 Travaux en cours 2022		12'000	2'028'000 -
31.12.2022 Acomptes des clients 2022	13'000		2'015'000 -
31.12.2022 Charges payées d'avance (actifs transitoires)		50'000	2'065'000 -

<b>Compte 3600 Autres produits (autres recettes)</b>			
	Doit CHF	Avoir CHF	Solde CHF
30.04.2022 Assurance dommages réels		5'000	5'000 -

<b>Compte 3805 Pertes sur clients (variation du ducroire)</b>			
	Doit CHF	Avoir CHF	Solde CHF
01.01.2022 Ducroire (correction de valeur des créances) 2021		10'000	10'000 -
31.12.2022 Pertes sur débiteurs effectives 2022	9'000		1'000 -
31.12.2022 Ducroire (correction de valeur des créances) 2022	16'000		15'000

**Compte 6201 Parts privées aux frais de véhicules**

	Doit CHF	Avoir CHF	Solde CHF
31.12.2022 Parts privées aux frais de véhicules 2022		5'014	5'014 -

**Solution :**

**Réconciliation du chiffre d'affaires 2022 (détermination au brut)**

Solde du compte 3400 « Livraison et montage Plafonds type A »	CHF	3'000'000
Solde du compte 3401 « Livraison et montage Plafonds type B »	CHF	5'045'000
Solde du compte 3402 « Livraison et montage Plafonds type C »	CHF	2'065'000
Solde du compte 3600 « Autres produits »	CHF	5'000
Solde du compte 3805 « Pertes sur clients »	- CHF	15'000
Solde du compte 6201 « Parts privées aux frais de véhicules »	CHF	<u>5'014</u>

Total du chiffre d'affaires s/la comptabilité (hors év. TVA) CHF 10'105'014

**Postes non pertinents**

- Assurance dommages réels (compte 3600)	- CHF	5'000
+ Travaux en cours 01.01.2022	CHF	21'000
- Travaux en cours 31.12.2022	- CHF	32'000
- Acomptes de clients 01.01.2022	- CHF	57'000
+ Acomptes de clients 31.12.2022	CHF	28'000
- Ducroire 01.01.2022	- CHF	10'000
+ Ducroire 31.12.2022	CHF	16'000
+ Charges payées d'avance (actifs transitoires) 01.01.2022	CHF	-
- Charges payées d'avance (actifs transitoires) 31.12.2022	- CHF	50'000
- Charges à payer (passifs transitoires) 01.01.2022	- CHF	60'000
+ Charges à payer (passifs transitoires) 31.12.2022	CHF	<u>40'000</u>

Total chiffre d'affaires pertinent s/la comptabilité (hors TVA) CHF 9'996'014  
+ 7.7 % de CHF 9'996'014 (100 %) CHF 769'693

CHF 10'765'707

Montants déclarés selon les décomptes (hors TVA) CHF 9'991'000  
TVA selon déclaration CHF 769'307

CHF 10'760'307

Différence entre la comptabilité et les décomptes (TVA 7.7 % incluse) CHF 5'400

Montant d'impôt à déclarer (en faveur de l'AFC), 7.7 % de CHF 5'400.00 (107.7 %) CHF 386

**Réconciliation des chiffres d'affaires 2022 (détermination au net)**

Total chiffre d'affaires déterminant s/la comptabilité (hors TVA) CHF 9'996'014  
Montants déclarés selon les décomptes (hors TVA) CHF 9'991'000

Différence entre la comptabilité et les décomptes (hors TVA) CHF 5'014

Montant d'impôt à déclarer (en faveur de l'AFC), 7.7 % de CHF 5'400.00 (100 %) CHF 386

### Exercice 6 (4,5 points)

En ce qui concerne l'état de fait, nous vous renvoyons à l'exercice 5 ci-dessus. Cela signifie que la situation de départ pour les questions suivantes est identique à celle de l'exercice 5. Les deux exercices peuvent être résolus indépendamment l'un de l'autre.

Répondez aux questions suivantes. Lorsque cela est demandé, justifiez votre réponse en indiquant précisément la base légale (article, alinéa et - si disponibles - lettre, chiffre, etc.)

- 6.1 Indiquez la base légale qui oblige la société à établir une concordance des chiffres d'affaires.

Base légale : **Art. 72 LTVA ou Art. 126 OTVA ou Art. 128 OTVA**

- 6.2 Indiquez le nombre de jours jusqu'à ce que les éventuelles erreurs constatées dans les décomptes d'impôts soient corrigées par le biais d'une concordance.

Nombre de jours : **Jusqu'au 180e jour qui suit la fin de l'exercice comptable considéré.**

Base légale : **Art. 72 al. 1 LTVA**

- 6.3 Veuillez indiquer le moment où la dette fiscale naît en cas de paiements anticipés pour des prestations imposables.

Naissance de la dette d'impôt : **Au moment de l'encaissement de la contre-prestation**

Base légale : **Art. 40 al. 1 let. c LTVA**

- 6.4 Déterminez si un changement de la méthode de décompte de la méthode de décompte effective à la méthode dite des taux de la dette fiscale nette – pour un chiffre d'affaires inchangé - est possible pour la société Meroni Plafonds SA.

Changement possible : ☐ Oui ☒ Non  
**(Les limites du chiffre d'affaires et de la charge fiscale pour le décompte selon la méthode des taux de la dette fiscale nette sont dépassées)**

Base légale : **Art. 37 al. 1 LTVA (à contrario)**

- 6.5 La société Meroni Plafonds SA met à la disposition d'un(e) collaborateur(-trice) un véhicule de fonction à partir de l'année 2023. Le prix d'achat du véhicule s'élève à CHF 64'620.00 (TVA 7.7 % incluse). La voiture de tourisme est utilisée de manière prépondérante pour l'activité entrepreneuriale. Une part privée est due pour l'utilisation privée. La société applique la méthode forfaitaire de l'AFC pour le calcul. Calculez l'impôt dû sur la part privée des frais de voiture pour un mois.

Calculs : **CHF 64'620.00 : 107.7 % x 100 % = CHF 60'000.00**  
**CHF 60 000 x 0,9 % = CHF 540.00**  
**7.7 % de (107.7 % [CHF 540.00]) = CHF 38.60**



## **Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023**

(Règlement d'examen 2021)

### **Fiscalité**

Problème 2      Impôts directs et impôt anticipé

Durée d'examen    1 ½ heure

Points              50 sur 100 (dont 38 pour les impôts directs et 12 pour l'impôt anticipé)



**Partie A**  
**Impôts directs**

**Dans la mesure où rien n'est formellement précisé, les cas de cette partie doivent être résolus selon les dispositions de la loi sur l'impôt fédéral direct (LIFD). Toutes les questions se réfèrent aux personnes physiques et morales résidentes en Suisse (assujettissement illimité en Suisse).**

**Solution du cas 1 (5.0 points)**

- 1) ☐ Fortune commerciale ☒ **Fortune privée** **1 point**

Comment s'appelle la méthode qui définit s'il s'agit de fortune commerciale ou privée ?

**→ Méthode de la prépondérance** **0.5 point**

Indiquez la disposition légale de la LIFD qui règle quels biens se rattachent à la fortune commerciale:

**LIFD art. 18 al. 2** **0.5 point**

2)

Etat de fait	Signe (+/-)	Montant à corriger (CHF)	Points
a) Au début de l'exercice commercial, le 1er janvier, Ralph Maler a acquis un nouveau véhicule de livraison pour l'entreprise de peinture au prix de CHF 70'000. La totalité du prix d'achat a été comptabilisée comme charge en tant que « frais de véhicules ». Il ne s'agit pas d'un cas de remploi.	+	<b>42'000</b> 70'000 moins 40% amortissement  70'000 donnent aussi la totalité des points	<b>0.5</b>
b) CHF 5'000 ont été facturés à Rosa Müller et enregistrés en tant que produits dans la comptabilité. Aucune autre écriture comptable n'a été enregistrée. Il ressort des dossiers que Rosa Müller n'a payé que CHF 3'000. Les CHF 2'000 restants sont à considérer comme irrécouvrables.	-	<b>2'000</b>	<b>0.5</b>
c) Ralph Maler doit payer pour son entreprise individuelle CHF 15'000 d'impôts cantonaux et communaux, de même que CHF 5'000 d'impôt fédéral direct. Il a comptabilisé ces montants en réduction du résultat sous le poste « charges d'impôts ».	+	<b>20'000</b>	<b>0.5</b>

d) Pour ses employés, Ralph Maler doit payer CHF 5'000 de cotisations aux assurances sociales (part de l'employeur), de même que CHF 9'000 pour lui-même. Il a comptabilisé ces factures en diminution du résultat sous le poste « charges d'assurances sociales ».	+/-	0	0.5
e) Une employée est tombée malade. Durant son incapacité de gain, elle a continué de recevoir de l'entreprise son salaire sans réduction. Pour cet arrêt de travail, l'entreprise a reçu un virement de CHF 10'000 de son assurance d'indemnités journalières. Pensant que cela n'avait aucune incidence, Ralph Maler n'a pas comptabilisé ce montant.	+	10'000	0.5
f) Ralph Maler a versé un montant de CHF 5'000 en faveur de sa prévoyance individuelle liée (pilier 3a) et l'a comptabilisé en diminution du résultat sous le poste « charges de prévoyance ».	+	5'000	0.5

### Solution du cas 2 (2.0 points)

Affirmation	Réponse	Points
a) La personne contribuable peut contester une taxation d'office (par appréciation) pour le motif qu'elle est manifestement inexacte. Dans ce cas, la réclamation ne doit pas être motivée.	<div> <div>correct</div> <div><input type="checkbox"/></div> </div> <div> <div>faux</div> <div><input checked="" type="checkbox"/></div> </div> <div>(LIFD art. 132 al. 3)</div>	0.25
b) Les autorités cantonales perçoivent l'impôt fédéral direct auprès des personnes morales qui ont leur siège ou leur administration effective en Suisse à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.	<div> <div>correct</div> <div><input type="checkbox"/></div> </div> <div> <div>faux</div> <div><input checked="" type="checkbox"/></div> </div> <div> <b>Base légale</b>  LIFD art. 105 al. 3  ou LIFD art. 104 al. 2 </div>	0.25  0.5
c) Les personnes morales doivent produire pour chaque période fiscale une attestation à l'autorité de taxation portant sur les prestations versées aux membres de l'administration ou d'autres organes.	<div> <div>correct</div> <div><input checked="" type="checkbox"/></div> </div> <div> <div>faux</div> <div><input type="checkbox"/></div> </div> <div>(LIFD art. 129 al. 1 let. a)</div>	0.25
d) Le droit de procéder à la taxation se prescrit par dix ans à compter de la fin de la période fiscale.	<div> <div>correct</div> <div><input type="checkbox"/></div> </div> <div> <div>faux</div> <div><input checked="" type="checkbox"/></div> </div> <div> <b>Base légale</b>  LIFD art. 120 al. 1 </div>	0.25  0.5

### Solution du cas 3 (3.25 points)

#### Tabelle de solution situation 1 (couple 1)

		Colonne solution	Points
Perte 2022 de l'entreprise individuelle de l'époux (admise fiscalement)	- 80'000	- 80'000	<b>0.25</b>
Produits d'intérêts provenant des obligations en fortune privée	18'000	18'000	<b>0.25</b>
Gains de cours provenant des obligations, selon le relevé bancaire	3'000	0	<b>0.25</b>
Héritage à la suite du décès de l'oncle Joseph	60'000	0	<b>0.25</b>
Droits (impôts) de succession payés	- 6'000	0	<b>0.25</b>
Salaire de l'épouse	40'000	40'000	<b>0.25</b>
Frais professionnels de l'épouse	- 3'000	- 3'000	<b>0.25</b>
<b>Revenu imposable</b>		0	
<b>Pertes reportables dans le futur</b>		- 25'000	<b>Total 1.75</b>

#### Tabelle de solution situation 2 (couple 2)

		Colonne solution	Points
Report de pertes compensables de l'entreprise individuelle (admissibles fiscalement)	- 80'000	- 80'000	<b>0.25</b>
Bénéfice 2022 de l'entreprise individuelle de l'époux (admis fiscalement)	70'000	70'000	<b>0.25</b>
Produits d'intérêts provenant des obligations en fortune privée	20'000	20'000	<b>0.25</b>
Pertes de cours provenant des obligations, selon le relevé bancaire	- 5'000	0	<b>0.25</b>
Salaire de l'épouse	45'000	45'000	<b>0.25</b>
Frais professionnels de l'épouse	- 4'000	- 4'000	<b>0.25</b>
<b>Revenu imposable</b>		51'000	
<b>Pertes reportables dans le futur</b>		0	<b>Total 1.5</b>

#### Indications pour la solution :

¼ de point pour chaque chiffre correct et le signe négatif correct. Le résultat final n'est pas noté (si le signe négatif n'a pas été mentionné, mais qu'il a été correctement pris en considération dans le calcul du revenu imposable, alors le ¼ de point attribuable à la ligne concernée peut être accordé).

## Solution du cas 4 (6.0 points)

### Question 1

	Élément	Montant en CHF	Calcul du revenu imposable en CHF	Points
1.	Salaire (pour 11 mois)	150'000	150'000	<b>0.25</b>
2.	Produits d'intérêts sur titres détenus en fortune privée	22'000	22'000	<b>0.25</b>
3.	Dividende brut de Finitrade SA revenant à Joël Zimmermann CHF 10'000, dividende net CHF 6'500 (après déduction de 35% d'impôt anticipé). Joël Zimmermann détient une part de 50% au capital-actions de Finitrade SA.	6'500	10'000 x 70% = 7'000	<b>0.25</b> <b>0.25</b>
4.	Loyer (indiqué sous ch. 2.1 du certificat de salaire), Loyer au prix du marché (entre tiers)	12'000 18'000	18'000 - 12'000 = 6'000 x 70% = 4'200	<b>0.25</b> <b>0.25</b>
5.	Part privée voiture d'entreprise (indiquée sous ch. 2.2 du certificat de salaire), 10.8% forfait (conforme entre tiers)	5'000 8'000	3'000 x 70% = 2'100	<b>0.25</b>
6.	Intérêts sur prêt à Finitrade SA <ul style="list-style-type: none"> <li>CHF 12'000 intérêts (charge)</li> <li>CHF 6'000 prestation appréciable en argent</li> </ul>	18'000	12'000 6'000 x 70% = 4'200	<b>0.25</b> <b>0.25</b> <b>0.5</b>
7.	Intérêts sur capital propre dissimulé	9'000	9'000 x 70% = 6'300	<b>0.25</b> <b>0.25</b>
8.	Assurance à prime unique <ul style="list-style-type: none"> <li>Prime 2018: CHF 7'000</li> <li>Versement 2022: CHF 17'000</li> </ul>	17'000	17'000 ./. 7'000 = 10'000	<b>0.5</b>
9.	Déduction repas pour l'année 2022 (voir ordonnance frais professionnels), max.	- 3'200	- 1'600 (aussi correct: - 1'600 : 12 x 11 = - 1'466)	<b>0.5</b>
10.	Autres frais professionnels pour l'année 2022, max.	- 4'000	- 4'000 (aussi correct: - 4'000 : 12 x 11 = - 3'666)	<b>0.25</b>
11.	Déduction 3ème pilier a	- 6'500	- 6'500	<b>0.25</b>
12.	Déduction pour assurances pour l'année 2022, max.	- 1'700	- 1'700 (pas de conversion, déduction à concurrence de)	<b>0.25</b>

### Question 2

Calcul du montant d'impôt 2022	CHF	Points
Pour CHF 176'000	10'393.60	
Reste: 190'000 - 176'000 = 14'000		
14'000 / 100 = 140		
140 x 13.20	1'848.00	
<b>Montant d'impôt fédéral direct 2022 à payer</b>	<b>12'241.60</b>	<b>0.75</b>

### Question 3

☒ **Assujettissement annuel**
☐ Assujettissement inférieur à une année
 **0.25 point**

### Solution du cas 5 (3.0 points)

#### Question 1

Élément		Montant en CHF	Calcul du gain immobilier imposable	Points
Prix de vente net		1'200'000	1'200'000	<b>0.25</b>
Virement du solde		760'000	0	<b>0.25</b>
Valeur vénale 2012		950'000	0	<b>0.25</b>
Prix d'acquisition du père		675'000	- 675'000	<b>0.25</b>
Dépenses du père valant plus-values		25'000	- 25'000	<b>0.25</b>
Travaux totaux J. Perrin	50'000		0	<b>0.25</b>
• dont valant entretien		30'000	0	<b>0.25</b>
• dont valant plus-value		20'000	-20'000	<b>0.25</b>
Pénalité versée à la banque		12'000	- 12'000	<b>0.25</b>
Intérêts hypothécaires		7'000	0	<b>0.25</b>
<b>Gain immobilier imposable</b>			<b>468'000</b>	

### Question 2

Est-ce qu'un tel achat pourrait avoir des conséquences sur l'impôt sur les gains immobiliers du canton de Fribourg ?

☒ Oui, pour la variante : **a)**
☐ Non
 **0.25 point**

Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023 Fiscalité, problème 2	<b>SOLUTION</b>	Page 6 sur 11
---	-----------------	---------------

**Si oui**, indiquez pour quelle variante et sur quelle disposition légale reposent ces conséquences (Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes [LHID]). Donnez l'article, l'alinéa et – si existants – la lettre, le chiffre, etc. de la disposition concernée.

Disposition légale :

**Art. 12 al. 3 let. e LHID**

**0.25 point**

**Si non**, soit sans conséquence, motivez également votre position :

-

### Solution du cas 6 (1.5 points)

Cocher	Lettre	Variante de solution	Points
	A	L'affirmation 1 est correcte, les autres affirmations sont fausses.	
<b>X</b>	B	Les affirmations 1 et 3 sont correctes, l'autre est fausse.	<b>1.5</b>
	C	Toutes les affirmations sont fausses.	
<b>(X)</b>	D	L'affirmation 3 est correcte.	<b>0.75</b>

### Solution du cas 7 (4.25 points)

Situation	Réponse	Points
1) Dans le cadre de l'assainissement d'une société de capitaux, les pertes des exercices antérieurs qui n'ont pas pu être déduites du bénéfice peuvent aussi être portées en déduction.	<b>OUI</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>NON</b> <input type="checkbox"/> <b>Base légale</b> LIFD art. 67 al. 2	<b>0.25</b>  <b>0.5</b>
2) A l'occasion d'un héritage, Vinum SA a reçu un legs en argent. Ce versement est imposable en tant que bénéfice extraordinaire.	<b>OUI</b> <input type="checkbox"/> <b>NON</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Base légale</b> LIFD art. 60 al. 1 let. c ou LIFD art. 60 let. c (sans alinéa)	<b>0.25</b>  <b>0.5</b>
3) Dans le cas d'un remploi, les sociétés de capitaux peuvent reporter les réserves latentes sur un bien de remplacement. Cela vaut-il aussi pour des biens qui ne servent que de placement ?	<b>OUI</b> <input type="checkbox"/> <b>NON</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Base légale</b> LIFD art. 64 al. 3 ou LIFD art. 64 al. 1 ou 3 (LIFD art. 30 pas correct = personnes physiques)	<b>0.5</b>  <b>0.5</b>

4) Une partie du prêt de l'actionnaire est requalifiée en tant que capital propre dissimulé auprès de Patrimoine SA. Les intérêts passifs payés sur le capital propre dissimulé sont ajoutés au bénéfice imposable.	<b>OUI</b> <input checked="" type="checkbox"/>	<b>NON</b> <input type="checkbox"/>	<b>0.5</b>
	<b>Base légale</b> LIFD art. 65 al. -		<b>0.5</b>
5) L'agence de voyage Horizons SA a été fondée le 1er juillet 2022. Le premier boucllement des comptes est intervenu au 31 décembre 2022. Durant cette période, Horizons SA présente un bénéfice net de CHF 10'000. Ce bénéfice net doit être converti pour définir le taux applicable (progressivité).	<b>OUI</b> <input type="checkbox"/>	<b>NON</b> <input checked="" type="checkbox"/>	<b>0.25</b>
	<b>Base légale</b> LIFD art. 80 al. 1		<b>0.5</b>

### Solution du cas 8 (6.0 points)

- Une personne morale étrangère qui transfère son siège de l'étranger en Suisse se constitue, dès son arrivée, un assujettissement en raison d'un rattachement 11.
- La période fiscale correspond à l'4. Chaque 8, excepté l'année de fondation, les comptes doivent être clos et un bilan et un compte de résultats établis.
- L'impôt sur le bénéfice a pour objet le 13. En vertu du 9, l'administration fiscale doit se baser sur les comptes commerciaux, pour autant que ces derniers soient conformes aux prescriptions du droit comptable.
- Les 1 des actifs justifiés par l'usage commercial sont autorisés, à condition qu'ils soient comptabilisés. Des 14 peuvent être constituées à la charge du compte de résultat, notamment pour les engagements de l'exercice dont le montant est encore indéterminé. Les versements de commissions occultes au sens du droit pénal suisse sont 10 en tant que charges justifiées par l'usage commercial.
- Les 17 des sept 4 précédant la période fiscale peuvent être déduites du bénéfice net de cette période, à condition qu'elles n'aient pas pu être prises en considération lors du calcul du bénéfice net imposable de ces années.
- Pour autant que certaines conditions soient remplies, l'6 d'une société de capitaux ou d'une coopérative est réduit proportionnellement au rapport entre le rendement net des droits de participation et le 13 total.

### Solution du cas 9 (7.0 points)

Répartition du capital	TOTAL	Zürich	Pts	Bâle	Pts	Berne	Pts	Pts
Actifs localisés	750	450	<b>0.75</b>	120	<b>0.25</b>	180	<b>0.25</b>	<b>1.25</b>
Comptes mobiles	260	60	<b>0.25</b>	100	<b>0.25</b>	100	<b>0.25</b>	<b>0.75</b>
Participation dans société fille	40	40	<b>0.75</b>	0	<b>0</b>	0	<b>0</b>	<b>0.75</b>
Total actifs	1'050	550		220		280		
Capital imposable	150						<b>0.75</b>	<b>0.75</b>

#### Attribution des points :

- Actifs localisés : Zürich 0.75 point (sans ou réserves latentes incorrectes 0.25 point), autres cantons à chacun 0.25 point
- Comptes mobiles 0.25 point par canton
- Capital imposable : prise en compte des réserves latentes imposées 0.75 point (sans ou réserves latentes incorrectes = aucune attribution de point)

#### Question complémentaire :

Selon les quotes-parts d'actifs ou en pourcentage des actifs ou selon le lieu de situation des actifs

**0.5 point**

Répartition du bénéfice	TOTAL	Zürich	Bâle	Berne	Points
Bénéfice selon compte de résultat	120	96	18	6	
Quotes-parts par canton bénéficiaire	100.00%	80.00%	15.00%	5.00%	<b>1.50</b>
Bénéfice total de l'année	120	96	18	6	
Compensation des pertes antérieures	- 20				<b>0.75</b>
Bénéfice imposable selon quotes-parts par canton bénéficiaire	100	80	15	5	<b>0.75</b>

#### Attribution des points :

- Points par quotes-parts et pour le bénéfice imposable : pour chaque canton 0.5 point pour chacun des 2 critères (au total : 3 pts, 1.5 pts pour les quotes-parts par canton + 1.5 pts pour les bénéfices imposables par canton).
- Dans le cas où – sans indication des quotes-parts de bénéfice – le bénéfice après report des pertes est correctement réparti entre les cantons, la totalité des 3 points est attribuée (1.0 point par canton)



**Partie B**  
**Impôt anticipé**

**Les problèmes doivent être résolus exclusivement sous l'angle de la loi fédérale sur l'impôt anticipé et son ordonnance (LIA et OIA).**

**Solution du cas 10 (5.5 points)**

Les actions de la société Fariva SA dont le siège est à Genève sont détenues comme suit :

- 35%, Monsieur Riva Fabrice, Genève
- 25%, Bastrev SA, Lausanne
- 25%, Frango GmbH, München (Deutschland)
- 15%, Chalo Ltd, Nassau (Bahamas)

A l'occasion de l'Assemblée générale des actionnaires du 28 juin 2022, les actionnaires de Fariva SA décident de liquider la société. Le bilan de Fariva SA avant opérations de liquidation s'établit comme suit :

	<u><b>Actif</b></u>	<u><b>Passif</b></u>
Liquidités	CH 30'000.00	
Véhicules (valeur vénale CHF 100'000.00)	CHF 70'000.00	
Autres actifs (valeur vénale CHF 100'000.00)	CHF 100'000.00	
Immeuble (valeur vénale CHF 1'200'000.00)	CHF 700'000.00	
Frais de liquidation à payer (justifiés)		CHF 30'000.00
Provision travaux de garanties (non justifiée)		CHF 70'000.00
Prêt hypothécaire		CHF 300'000.00
Capital-actions		CHF 300'000.00
Réserves issues d'apports en capital (validées par l'AFC)		CHF 100'000.00
Bénéfice reporté et réserves issues du bénéfice		CHF 50'000.00
Bénéfice 2022 (impôts y relatif déjà comptabilisés)		CHF 50'000.00
	<u>CHF 900'000.00</u>	<u>CHF 900'000.00</u>

Questions et problèmes :

- a1) Veuillez déterminer l'excédent de liquidation total partant que des tiers indépendants se sont engagés à reprendre les actifs non liquides de la société aux valeurs vénales. Il doit être tenu compte d'une charge fiscale liée aux impôts directs (impôt fédéral direct, impôts cantonal et communal) de 15% sur les réserves latentes déterminées (les impôts directs sur le bénéfice avant opérations de liquidation ont déjà été comptabilisés).

<b>Bénéfice reporté</b>	<b>CHF 50'000.00</b>
<b>+ Bénéfice 2022</b>	<b>CHF 50'000.00</b>
<b>+ RL véhicules</b>	<b>CHF 30'000.00</b>
<b>+ RL Immeuble</b>	<b>CHF 500'000.00</b>
<b>+ RL Travaux garanties</b>	<b>CHF 70'000.00</b>
<b>./. 15% impôts directs sur dissolution réserves latentes</b>	<b>(CHF 90'000.00)</b>
<b>= Excédent de liquidation imposable</b>	<b><u>CHF 610'000.00</u></b>

a2) Veuillez calculer l'impôt anticipé dû.

**35% d'impôt anticipé sur CHF 610'000.00 =**

**CHF 213'500.00**

b) Comment la société Fariva SA doit-elle remplir son obligation fiscale par rapport à l'excédent de liquidation ainsi déterminé ? (choisir la variante la plus favorable pour chaque actionnaire).

Riva Fabrice, Genève :	<b>Retenue / paiement de l'impôt anticipé</b>
Bastrev SA, Lausanne :	<b>Procédure de déclaration</b>
Frango GmbH, Deutschland :	<b>Procédure de déclaration</b>
Chalo Ltd, Bahamas :	<b>Retenue / paiement de l'impôt anticipé</b>

c) Les actionnaires à qui l'impôt anticipé a été retenu peuvent-ils faire valoir leurs droits au remboursement de l'impôt anticipé ? Auprès de quelles administrations doivent-ils respectivement s'adresser ? Si le droit au remboursement n'est pas possible, veuillez brièvement en expliquer la raison.

Riva Fabrice, Genève :	<b>Oui / canton de domicile</b>
Bastrev SA, Lausanne :	Pas relevant
Frango GmbH, Deutschland :	Pas relevant
Chalo Ltd, Bahamas :	<b>Non / pas de CDI, paradis fiscal</b>

### **Solution du cas 11 (4.5 points)**

La société Bidalin SA a été constituée en 2014 avec un capital-actions de CHF 100'000.00. En 2021, les actionnaires de Bidalin SA ont procédé à une augmentation de capital-actions par un versement de CHF 2'400'000.00 (agio compris). Le capital-actions se monte désormais à CHF 2'000'000.00. Durant l'exercice 2020 les actionnaires de Bidalin SA ont d'autre part effectué des versements à fonds perdus de CHF 300'000.00, comptabilisés dans un compte général réserves libres. Le droit de timbre d'émission a été acquitté correctement.

Au 31 décembre 2021 le bilan de Bidalin SA se présente comme suit :

<b>ACTIF</b>	<b>CHF</b>	<b>PASSIF</b>	<b>CHF</b>
Divers actifs	3'223'000	Divers actifs	2'000'000
		Agio	500'000
		Réserves libres	500'000
		Bénéfice reportés	223'000
	<u>3'223'000</u>		<u>3'223'000</u>

En mars 2022 la société Bidalin SA présente à l'Administration fédérale des contributions une demande pour faire valider les réserves issues d'apports en capitaux au 31 décembre 2021.

Questions et problèmes :

- a1) De manière générale, quelles sont les 4 conditions à remplir pour qu'un remboursement d'agio aux actionnaires ne soit pas soumis à l'impôt anticipé ?

**Apports effectués après le 31 décembre 1996**

**Apports effectués par les actionnaires directs**

**Comptabilisation sur un compte spécial**

**Communication de toute modification sur ce compte spécial à l'AFC**

- a2) Citez l'article de loi.

**Article 5 lettre 1<sup>bis</sup> LIA**

- b) Quelles sont les réserves issues d'apport de capital que la société Biladin SA peut faire valoir selon son bilan au 31 décembre 2021 ?

**Agio de CHF 500'000.00**

- c) Quelles modifications la société doit-elle effectuer pour que les apports à fonds perdus de CHF 300'000.00 soient également reconnus comme réserves issues d'apports de capital ?

**Transférer les CHF 300'000.00 des réserves libres dans les réserves issues d'apport en capital et présentation correcte dans le bilan.**

**Solution du cas 12 (2.0 points)**

Veuillez répondre brièvement aux questions suivantes en indiquant les articles de loi :

- a) Quelles sont les prescriptions respectives en matière de perception et de remboursement de l'impôt anticipé ?

Perception : **5 ans**

Article de loi : **17 LIA**

Remboursement : **3 ans**

Article de loi : **32 LIA**

- b) Auprès de quelle administration les personnes morales domiciliées en Suisse doivent-elles présenter leurs demandes de remboursement de l'impôt anticipé ?

**Administration fédérale des contributions**

Article de loi : **30 alinéa 2 LIA**



## **Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023**

(Règlement d'examen 2021)

### **Salaires et assurances**

Problème 1      Salaires et assurances sociales

Durée d'examen   1 heure

Points              35 points (première candidature)

**Problème 1**

**3 points**

Définissez le salaire annuel assujéti à l'AVS de ces collaborateurs(trices) d'une entreprise pour l'année **2022**. Chaque case doit être obligatoirement complétée ; les cases laissées vides reçoivent une note de 0 point.

Personne	Année de naissance	Activité	Informations complémentaires	Versement 2022	Salaire AVS annuel soumis en 2022
Sandro Meister	2006	Apprenti	Néant	Salaire mensuel : CHF 500.00 (x 13)	<b>CHF 0.00</b>
Eva Steiner	1987	Comptable	Incapacité de travail à 100% à la suite d'une maladie au mois de juillet 2022.	Salaire mensuel : CHF 5000.00 (x 13) Indemnités journalières en cas de maladie de CHF 4000.00 pour juillet 2022. Madame Steiner a perçu l'intégralité de son salaire (100%).	<b>CHF 61 000.00</b> <b>= (5000 x 13)</b> <b>- 4000 =</b> <b>65 000 -</b> <b>4000</b>
Roger Aebi	1972	Facteur	Rentier AI à 100%. Travaille bénévolement comme facteur.	Salaire mensuel : CHF 0.00 Rente AI par mois : CHF 1537.00	<b>CHF 0.00</b>
Lea Klein	1959	CEO, propriétaire	Néant	Salaire mensuel : CHF 14 400.00 (x 13) Participation bénéfices: CHF 25 000.00 Frais effectifs : CHF 4000.00	<b>CHF 212 200.00</b> <b>= (14 400 x 13) + 25 000</b> <b>= 187 200 +</b> <b>25 000</b>
Marc Meyer	1994	Étudiant à temps plein, travaille comme auxiliaire en juillet et août	Marc Meyer souhaite que son employeur procède au décompte des cotisations AVS.	Salaire mensuel : CHF 1100.00 (aucun droit à un 13 <sup>e</sup> salaire au prorata)	<b>CHF 2200.00</b> <b>= 1100 x 2</b>
Lars Kunz	1957	Collaborateur communication	Âgé de 65 ans depuis le 15 mars 2022. Continue de travailler à temps plein.	Salaire mensuel : CHF 7400.00 (x 13)	<b>CHF 83 600.00</b> <b>(7400 x 13) - (1400 x 9) = 96 200 -</b> <b>12 600</b>

**Par case correctement remplie = 0,5 point, 3 points au total**

**Problème 2**

**2 points**

Cochez le statut en matière de cotisations AVS des personnes ci-dessous du point de vue de la caisse de compensation pour l'année 2022. Date de référence 31 décembre 2022.

Une croix seulement par problème. Si vous cochez plusieurs cases par personne, une note de 0 point sera attribuée pour ce problème.

Personnes	Statut en matière de calcul des cotisations AVS du point de vue de la caisse de compensation en 2022
Sascha Meister, célibataire, né en 1958, est parti à la retraite anticipée le 1 <sup>er</sup> novembre 2021 et perçoit sa rente AVS. Il a complètement arrêté son activité lucrative et profite de sa retraite.	<input type="checkbox"/> Salarié <input checked="" type="checkbox"/> <i>Sans activité lucrative</i> <input type="checkbox"/> Indépendant <input type="checkbox"/> Exempté de cotisations <input type="checkbox"/> Non soumis aux cotisations AVS
Laura Keiser, née en 1974, ne peut plus travailler en raison d'une maladie grave. Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2022, elle perçoit une rente AI entière versée par l'assurance-invalidité. Madame Keiser est mariée. Son mari travaille avec un taux d'occupation de 100% et perçoit un salaire annuel brut soumis à l'AVS d'un montant de CHF 105 000.00.	<input type="checkbox"/> Salariée <input type="checkbox"/> Sans activité lucrative <input type="checkbox"/> Indépendante <input checked="" type="checkbox"/> <i>Exemptée de cotisations</i>
Max Burkhalter, né en 2003, étudie la gestion d'entreprise à temps plein à l'Université de Berne après avoir terminé le gymnase. Durant les mois d'été, il travaille dans quatre festivals de musique, où il ne perçoit aucun salaire, mais reçoit une entrée gratuite au festival.	<input type="checkbox"/> Salarié <input type="checkbox"/> Sans activité lucrative <input type="checkbox"/> Indépendant <input type="checkbox"/> Exempté de cotisations <input checked="" type="checkbox"/> <i>Non soumis aux cotisations AVS</i>
Charlotte Schöni, née en 1981, travaille avec un taux d'occupation de 100% chez Gross SA et perçoit un salaire annuel brut soumis à l'AVS de CHF 85 000.00. Le 15 juin 2021, elle a été victime d'un accident et est depuis en incapacité de travail à 100%. Conformément aux dispositions du droit du travail, l'employeur reverse simplement les indemnités journalières en cas d'accident, à l'exclusion de tout versement de salaire à titre complémentaire.	<input type="checkbox"/> Salariée <input checked="" type="checkbox"/> <i>Sans activité lucrative</i> <input type="checkbox"/> Indépendante <input type="checkbox"/> Exemptée de cotisations <input type="checkbox"/> Non soumise aux cotisations AVS

*Pas de points négatifs, par case correctement remplie = 0,5 point, 2 points au total  
Si plusieurs cases sont cochées dans un problème = 0 point pour ce problème*

**Problème 3**

**2 points**

Votre supérieur vous charge de préparer la déclaration annuelle de la masse salariale pour l'année 2022 à adresser à la caisse de compensation ainsi qu'à la caisse d'allocations familiales. Calculez, pour l'année 2022, la contribution aux frais d'administration due à la caisse de compensation ainsi que la cotisation CAF.

Masse salariale brute soumise à l'AVS de tous(tes)  
les collaborateurs(trices) en 2022

CHF 11 546 849.00

Taux de contribution aux frais d'administration

1,5%

Taux de cotisation CAF

1,2%

	Calcul	Résultat
Contribution aux frais d'administration en CHF	$11\,546\,849.00 \times 10,6\% =$ $1\,223\,966.00 \times 1,5\% =$	CHF 18 359.50
Cotisation CAF en CHF	$CHF\,11\,546\,849.- \times 1,2\% =$	CHF 138 562.20

*Pas d'erreurs consécutives, seul le résultat est noté, par résultat correct = 1 point, 2 points au total*

**Problème 4**

**3 points**

En tant que collaboratrice/collaborateur controlling, vous êtes responsable de la comptabilisation correcte des données dans le système de gestion du personnel. Au mois de décembre 2022, une allocation de maternité a été versée à une collaboratrice. Vous avez dû contrôler le montant avant de comptabiliser la prestation dans le système. Calculez le montant de l'allocation.

- a) Kerstin Oettinger travaille dans l'entreprise depuis 3 ans. Son salaire annuel brut soumis à l'AVS s'élève à CHF 75 000.00 (y c. le 13<sup>e</sup> salaire). Le 8 septembre 2022, elle a mis au monde son second enfant ; elle a pu quitter l'hôpital après 4 nuits à peine. Elle a pris le congé de maternité maximum. Calculez l'allocation de maternité pour toute la durée versée à l'employeur, y compris les cotisations aux assurances sociales.

Détaillez la méthode de calcul utilisée. Les résultats intermédiaires doivent être arrondis au centime près, et le résultat final, à 5 centimes près conformément aux usages commerciaux.

Calcul	Résultat
$75\,000.00 : 12 = 6250.00$ $6250.00 : 30 \text{ (0,5 point)} = 208.33$ $208.33 \times 80\% \text{ (0,5 point)} = 166.66 \text{ (167.67)}$ $166.66 \times 98 \text{ (0,5 point)} = 16\,333.33 \text{ (16\,333.66)}$ $16\,333.33 \text{ (16\,333.66)} + 6.4\% \text{ (0,5 point)} =$	$\text{CHF } 17\,378.65$ $\text{(CHF } 17\,379.00)$

*Indication relative à la correction : sans la méthode de calcul utilisée 0 point ; 0 point si division par 365, étant donné que l'étape de calcul par 12 n'est pas notée, 2 points au total*

*Les résultats 17 378.65 et 17 379.00 sont tous deux corrects*

*Également correct : si base de calcul CHF 167.20 selon tableau APG = résultat 17 434.30*

- b) Après de quelle assurance sociale Kerstin Oettinger est-elle coassurée en exemption de cotisations durant le congé de maternité légal ?

Une seule réponse est correcte ; le résultat sera de 0 point si vous cochez plusieurs cases.

- ☐ Assurance-vieillesse et survivants (AVS)  
☐ Régime des allocations pour perte de gain (APG)  
☒ Assurance-accidents (AA) (0,5 point)  
☐ Assurance-chômage

- c) Au mois de décembre également, le collaborateur Sven Keller a dû partir au service militaire. L'employeur a perçu une allocation pour perte de gain pour la période du service militaire (du 1<sup>er</sup> au 30 décembre 2022). Lors de votre contrôle, vous vous rendez compte que le montant de l'allocation max. par jour ne correspond pas à l'allocation max. de maternité par jour. Expliquez cette différence.

*Avec l'allocation pour perte de gain en lien avec le service militaire, une allocation pour enfants (0,5 point) de CHF 20 par jour et par enfant peut aussi être versée. Avec l'AMat, cette prestation dans le cadre de la LAPG n'est pas versée.*

*Pas de points si les montants de CHF 245 pour les APG en lien avec le service militaire et de CHF 196 pour l'AMat sont mentionnés, car ce qui est demandé, c'est d'expliquer pourquoi l'allocation est plus élevée.*



**Problème 5**

**2 points**

- a) Le 30 juin 2022, Stefan Wegmüller a perdu son emploi en raison d'une réorganisation. Il a travaillé pendant 3 ans au sein de l'entreprise et y percevait, avec un taux d'occupation de 100%, un salaire annuel brut soumis à l'AVS de CHF 154 000.00 (y c. le 13<sup>e</sup> salaire). Stefan Wegmüller est marié et a deux enfants âgés de 3 et 4 ans.

Calculez l'indemnité journalière que Stefan Wegmüller a perçue de l'assurance-chômage. Détaillez la méthode de calcul utilisée. Les résultats intermédiaires doivent être arrondis au centime près, et le résultat final, à 5 centimes près conformément aux usages commerciaux.

*148 200.00 (0,5 point) : 12 : 21,7 (0,5 point) x 80% (0,5 point) = CHF 455.30*

- b) Durant sa période de chômage, Stefan Wegmüller est tombé gravement malade, et son médecin de famille l'a déclaré en incapacité de travail à 100% du 1<sup>er</sup> novembre 2022 au 30 avril 2023.

Pendant combien de temps Stefan Wegmüller perçoit-il encore une indemnité journalière de chômage durant son incapacité de travail ?

*Pendant la durée de l'incapacité de travail en raison d'une maladie, l'indemnité journalière n'est versée encore tout au plus que pendant 30 jours (0,5 point).*

**Problème 6**

**5 points**

La société fiduciaire Meier S.à r.l. emploie quatre personnes. Pia Lacher est l'une d'elles.

Pia Lacher / année de naissance 2000 / salaire annuel CHF 72 000.00.

Taux d'occupation 100% / célibataire, un enfant – allocation pour enfants CHF 250.00 par mois

- a) La fiduciaire Meier S.à r.l. peut-elle contracter l'assurance-accidents auprès d'une société d'assurance privée, ou l'employeur doit-il obligatoirement se soumettre à la SUVA pour la protection contre les accidents ?

Expliquez la situation en quelques mots et mentionnez la loi (sans l'article) qui définit les assujettissements en relation avec l'assurance-accidents obligatoire.

*La fiduciaire Meier S.à r.l. peut souscrire une police d'assurance-accidents auprès d'une société d'assurance privée. Conformément à l'art. 66 LAA, la fiduciaire n'est pas une entreprise soumise à la SUVA. (1 point)*

- b) Le lundi 6 mars 2023, à 7h30, Pia Lacher est victime d'un accident à vélo sur le chemin du bureau. Elle a été en incapacité de travail jusqu'au dimanche 19 mars 2023. Les circonstances de l'accident sont décrites comme suit dans la déclaration d'accident : « A chuté à vélo sur la route principale. » L'assurance-accidents n'accepte pas cette déclaration d'accident.

Énumérez les cinq éléments caractéristiques d'un accident. Le nombre maximum de points n'est accordé que si toutes les caractéristiques sont mentionnées. Il n'est attribué aucun demi-point.

*Soudaineté, caractère involontaire, atteinte dommageable au corps humain, cause extérieure, caractère extraordinaire (2 points)*

*(Selon la définition légale est réputée accident toute atteinte dommageable, soudaine et involontaire, portée au corps humain par une cause extérieure extraordinaire qui compromet la santé physique, mentale ou psychique ou qui entraîne la mort.)*

- c) Pour Pia Lacher, l'employeur perçoit un montant total d'indemnités journalières en cas d'accident de CHF 1735.90. Ce montant n'est pas correct. Corrigez le montant et expliquez votre correction en deux ou trois mots.

*Salaire annuel Pia Lacher CHF 72 000 / 365 \* 80% \* 11 jours = 1735.89 (1735.90)*

*Allocations pour enfant CHF 3000*

*Salaire assuré total CHF 75 000 / 365 \* 80% = 164.38 (164.40)*

*Indemnité journalière en cas d'accident correcte 11 \* 164.38 = CHF 1808.18 (1808.20)*

*Nombre de jours*

*d'accident 9.3.-19.3.2023 = 11 jours*

*L'assurance-accidents n'a pas tenu compte des allocations pour enfants.*

*(Total 2 points)*

**Problème 7**

**3 points**

La petite menuiserie Holz SA compte cinq collaborateurs(trices). Elle a conclu une assurance d'indemnités journalières en cas de maladie à hauteur de 100% à partir du 30<sup>e</sup> jour pour ses collaborateurs(trices). Pendant les jours d'attente, l'employeur paie 100% du salaire.

- a) Un collaborateur est en incapacité de travail durant trois mois à la suite d'une maladie grave. Pendant le deuxième mois de maladie, le collaborateur perçoit un salaire supérieur à celui du premier mois de maladie.

Expliquez en quelques mots les raisons de ces différences de montant dans les salaires versés.

*Le premier mois, le collaborateur perçoit un salaire soumis à l'AVS. Les indemnités journalières en cas de maladie versées à partir du deuxième mois sont exemptées de cotisations AVS, ce qui explique que le collaborateur reçoive un salaire supérieur à ce qu'il percevrait s'il était resté en bonne santé.*

*(1 point)*

- b) Indiquez une mesure qui permet d'éviter que les collaborateurs(trices) ne perçoivent, en cas de maladie, un salaire supérieur à ce qui leur serait versé si elles ou ils étaient en bonne santé.

*- Réduire les prestations d'assurance à 80 ou 90%*

*- Spécifier par écrit dans le contrat de travail ou dans le règlement du personnel que seul le salaire net est versé en cas de maladie (compensation de salaire net).*

*(1 point)*

- c) Un collaborateur quitte Holz SA le 31 mars 2023. En février, il reçoit de son supérieur une notice intitulée « Droit de passage dans l'assurance individuelle d'indemnités journalières en cas de maladie ».

Précisez le délai dans lequel ce collaborateur sortant doit faire usage de ce droit de passage dans l'assurance individuelle.

*3 mois (autre réponse juste : 90 jours)*

*(1 point)*

**Problème 8**

**3 points**

La prévoyance professionnelle de Holz SA a ancré un taux de conversion de 6,0% pour la prévoyance vieillesse dans son règlement de caisse de pension.

- a) En matière d'épargne vieillesse, ce taux de conversion est-il l'indication d'une caisse en primauté des cotisations ou d'une caisse en primauté des prestations ? Notez la notion qui vous paraît juste.

*Caisse en primauté de cotisations (1 point)*

- b) Le taux de conversion de 6% est-il l'indication d'une solution de caisse de pension obligatoire ou surobligatoire ? Expliquez votre réponse en quelques mots.

*Solution de CP surobligatoire. Le taux de conversion obligatoire selon la LPP est de 6,8%. Un taux de conversion inférieur est l'indication d'une solution d'assurance surobligatoire. Les prestations de vieillesse basées sur le taux de conversion inférieur doivent correspondre au minimum aux prestations légales prévues par la LPP. Un taux de conversion de 6% n'est dès lors possible que si le salaire assuré ou les avoirs de vieillesse sont supérieurs à ce que prévoit la loi. (1 point)*

- c) Cochez l'affirmation qui vous paraît juste :

☒ *Le taux de conversion est un facteur en pourcentage. Ce taux sert, au moment du départ à la retraite, à convertir le capital épargne (avoir de vieillesse) en une rente annuelle.*

☐ Le taux de conversion est utilisé pour la rémunération du capital de vieillesse.

☐ Le taux de conversion permet d'adapter la rente de vieillesse au renchérissement.

*(Réponse correcte 1 point)*

**Problème 9**

**2 points**

Urs Schmid est directeur de l'entreprise « Smart & Future ». Son revenu mensuel est de CHF 15 000.00 ; il perçoit aussi un 13<sup>e</sup> salaire en fin d'année. Ses frais sont remboursés sur présentation de justificatifs. Urs Schmid partira à la retraite en décembre de cette année. Il n'est malheureusement plus parvenu à compenser son avoir total de vacances de 4 jours ainsi que ses heures supplémentaires de 21 heures. La société « Smart & Future » est un employeur ouvert au progrès. Les collaborateurs(trices) ont 6 semaines de vacances et travaillent 35 heures par semaine. La prime LPP totale de 18% est supportée à 60% par l'employeur. Comme tous(tes) les autres collaborateurs(trices) de « Smart & Future », Urs Schmid n'est assuré que dans le régime obligatoire LPP.

Calculez son indemnité pour l'avoir de vacances :

*CHF 15 000 x 13 / (52 x 35) = CHF 107.14 par heure*  
*4 jours de vacances = 35 / 5 x 4 = 28 heures d'avoir de vacances*  
*28 heures à 107.14 = CHF 2999.92 (3 000)*  
*CHF 15 000 x 13 / 260 = 750.00 x 4 jours de vacances = CHF 3000*  
  
*Alternative*  
*CHF 15 000 x 13 / 261 = 747.13 x 4 jours de vacances = CHF 2988.50*  
  
*(1 point)*

Calculez l'indemnité pour les heures supplémentaires accumulées ; celle-ci sera versée avec un supplément de 20%.

*CHF 107.14 x 21 x 1,2 = CHF 2699.93 (2699.95 ; 2700)*  
  
*(1 point)*

**Problème 10**

**4 points**

Établissez le décompte de salaire d'Urs Schmid pour le mois de décembre 2022.

Les montants doivent être arrondis à cinq centimes près conformément aux usages commerciaux.  
Un résultat correct sans base donne 0 point.

Désignation	Base	Taux	Montant	Total	
Salaire 100%			15 000.00		
13 <sup>e</sup> salaire			15 000.00		
Paiement des heures supplémentaires			2 700.00		(0,5)
Paiement des vacances lors du départ			3 000.00		(0,5)
<b>Salaire brut</b>				35 700.00	
AVS / AI / APG	35 700.00	5,30%	1 892.10		(0,5)
AC 1	12 350.00	1,10%	135.85		(0,5)
AC 2	23 350.00	0,5%	116.75		(0,5)
Régime obligatoire LPP	5 078.75	7,2%	365.65		(0,5)
ANP	12 350.00	1,50%	185.25		(0,5)
Indemnité journalière en cas de la maladie	35 700.00	1,20%	428.40		(0,5)
<b>Total déductions</b>				3 124.00	
<b>Salaire net / versement</b>				32 576.00	

*Tenir compte des erreurs consécutives dans un autre calcul de vacances et d'heures supplémentaires.*

**Problème 11**

**6 points**

Indiquez si les affirmations suivantes sont justes (J) ou fausses (F). (Total 5 points)

Affirmation	Juste (J)	Fausse (F)
L'employeur peut demander de verser le 13 <sup>e</sup> salaire en 12 tranches mensuelles.	X	
Si les affaires sont mauvaises, l'employeur a le droit de réduire, voire de supprimer le 13 <sup>e</sup> salaire.		X
L'employeur n'est pas tenu d'indemniser l'avoir de vacances accumulé au départ de la collaboratrice ou du collaborateur.		X
Les collaborateurs(trices) peuvent déduire les versements dans le pilier 3a du revenu imposable jusqu'à un certain montant.	X	
À la demande de la collaboratrice ou du collaborateur, un possible montant de rachat peut être directement déduit du salaire et versé à la caisse de pension.	X	
Si les deux parents exercent une activité lucrative, deux allocations pour enfants sont versées par enfant.		X
Le capital du pilier 3a peut être versé au plus tôt à l'âge de 65 ans.		X
L'avoir de vieillesse auprès de la caisse de pension peut être mis en gage pour l'acquisition d'un logement en propriété.	X	
Un rachat dans la caisse de pension surobligatoire est possible sans aucune limite.		X
Une lacune de cotisations AVS peut être comblée à tout moment avec effet rétroactif par un versement complémentaire.		X

10 x 0,5 point = 5 points au total

Un collaborateur aimerait effectuer un rachat dans le pilier 3a afin d'optimiser les impôts. Cochez les deux affirmations qui vous paraissent justes. (Total 1 point / si plus de deux cases cochées = 0 point).

Le montant dépend du produit choisi.	
Le montant déductible pour les personnes ayant un 2 <sup>e</sup> pilier est limité à CHF 8663.00 par an.	
Jusqu'au montant max. possible, le versement peut être divisé en plusieurs tranches.	X (0,5)
Le montant déductible est limité à 20% du revenu professionnel annuel pour les personnes exerçant une activité lucrative qui ne sont affiliées à aucune institution de prévoyance selon l'art. 80 LPP et au maximum à 40% par an du montant maximum mentionné à l'art. 8, al. 1 LPP.	X (0,5)



## **Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023**

(Règlement d'examen 2021)

### **Salaires et assurances**

Problème 2      Salaires et assurances sociales

Durée d'examen   1 heure

Points              35 points (première candidature)



## Situation initiale

Bastoni SA, à Olivone (TI), fabrique une large gamme de bâtons utilisés en ski de fond, en marche nordique, pour le trekking et dans d'autres activités sportives. La société est connue pour le haut niveau de qualité de ses produits. Bastoni SA est aujourd'hui leader du marché et distribue ses produits dans plus de 40 pays.

La direction de Bastoni SA se compose de cinq personnes, Tamara Bundi étant la directrice de l'entreprise. Les services administratifs emploient 30 personnes à temps plein et à temps partiel. Outre toute l'administration (y c. la comptabilité), ces personnes s'occupent aussi de la distribution (achats, ventes, service clientèle). Une centaine de personnes travaillent dans la production et la logistique. Par ailleurs, sur une base saisonnière, l'entreprise emploie des stagiaires sous contrat de travail à durée déterminée ainsi que des personnes rémunérées à l'heure. Des jeunes sont en apprentissage dans tous les domaines.

Bastoni SA offre des conditions de travail intéressantes et modernes à son personnel :

Salaires mensuel : salaire annuel (13 salaires mensuels)  
(Versement d'un 13<sup>e</sup> salaire avec le salaire de novembre ou en cas de départ, versement au prorata en cas d'arrivée ou de départ en cours d'année)

Salaires horaires : y c. indemnités pour jours de vacances et jours fériés (15 jours fériés)

Durée du travail : 40 heures par semaine (lun-ven)

Droit aux vacances : 25 jours ou 30 jours à partir de 50 ans et pour les personnes en apprentissage ;  
cadeau d'anniversaire de service : 5 jours de vacances toutes les 10 années de service

Délais de résiliation : généralement 3 mois, cadres 6 mois, toujours à la fin du mois

Achat de produits : tous les collaboratrices et collaborateurs profitent d'un rabais de 40% sur les prix de vente de tous les produits de l'entreprise. Un rabais de 25% est accordé sur les produits du commerce.

Assurances sociales :

Prévoyance

professionnelle :

Bastoni SA a une solution de prévoyance surobligatoire pour tous les membres de son personnel. Cette solution prévoit notamment la réduction de moitié du seuil d'accès LPP et de la déduction de coordination LPP. En cas de travail à temps partiel, ces seuils sont adaptés au taux d'occupation. Dans le plan de base, qui s'applique à tous les membres du personnel, un salaire maximum de CHF 170 000.00 est assuré. Les cotisations d'épargne se présentent comme suit :

18-24 = 4% / 25-29 = 12% / 30-34 = 14% / 35-41 = 16% / à partir de 42-65 21% / à partir de 66 = 12%

La cotisation de risque est la même pour tous(tes) les assuré(e)s (1,5%). L'employeur supporte 60% des cotisations.

Assurance-accidents : prestations selon la LAA, prime AP 0,9%, prime ANP 1,4%

Indemnité journalière  
en cas de maladie /  
poursuite du versement  
du salaire :

la prime IJM de 2,3% est payée par l'employeur et calculée sur la base du salaire déterminant. L'indemnité journalière capitaux s'élève à 90% du salaire soumis à l'AVS à partir du 11<sup>e</sup> jour. Durant les 10 premiers jours, l'employeur paie 100% du salaire.

Allocation pour enfant /  
CAF :

conformément aux dispositions cantonales

Données relatives aux salaires et aux indemnités des membres du personnel (liste non exhaustive) :

Direction

Tamara Bundi (directrice), salaire annuel CHF 273 000.00

Paolo Russo (CD, responsable des finances), salaire annuel CHF 217 200.00

Rosa Zraggen (CD, responsable marketing), salaire annuel CHF 193 800.00

Octroi d'un bonus non régulier basé sur le résultat, règlement des frais approuvé, compléments salariaux individuels (p. ex. véhicules de service).

Employé(e)s administratif(ive)s

Dans l'administration, la fourchette salariale se situe entre CHF 52 000.00 et CHF 138 000.00 pour un taux d'occupation de 100%. En temps partiel, les taux d'occupation oscillent entre 10% et 90%. L'entreprise ne paie que des salaires sur une base mensuelle. Droit au bonus pour certains, participation au résultat à différents niveaux pour les responsables de département, véhicules de service en fonction du profil de fonction.

Employé(e)s de la production et de la logistique

Dans la production et la logistique, le travail à temps partiel est également possible, mais avec un taux d'occupation d'au moins 40%. Selon la fonction, l'entreprise paie des salaires mensuels situés entre CHF 3550.00 et CHF 10 500.00, les salaires horaires oscillent entre CHF 19.50 et CHF 28.00. Là encore, les responsables de département ont droit au bonus et à une participation au résultat.

Apprentis (liste non exhaustive)

Petra Crameri (apprentie en 3<sup>e</sup> année), CHF 1480.00 par mois

Vicky Bernasconi (apprentie en 2<sup>e</sup> année), CHF 850.00 par mois

Giulia Huber (apprentie en 1<sup>e</sup> année), CHF 760.00 par mois

**Problème 1**

**2 points**

- a) Mario Bocci (46 ans) travaille depuis 25 ans chez Bastoni SA, à Olivone, en tant que responsable du département des ventes. Avec un taux d'occupation de 100%, il perçoit un salaire annuel brut soumis à l'AVS de CHF 138 000.00. Le 25 janvier 2022, Mario Bocci a été victime d'un grave accident de ski ; depuis, il est en incapacité de travail à 100%. Vu son état de santé, il est clair qu'il ne pourra plus exercer la moindre activité lucrative dans le futur.

Citez toutes les assurances sociales qui verseraient une rente d'invalidité dans le cas de Mario Bocci. Partez du principe que les conditions nécessaires pour l'octroi d'une rente sont remplies.

*- Assurance-invalidité (0,5 point)*

*- Assurance-accidents (0,5 point)*

*Prévoyance professionnelle = faux, car la LPP n'intervient pas dans la situation présente, l'AI et l'AA payant déjà 90% du salaire.*

*(Total max. 1 point, si la PP ou autre est citée, alors max. 0,5 point)*

- b) L'interdiction de la surindemnisation est régie à l'art. 69 LPGa. Ce dernier précise que le concours de prestations des différentes assurances sociales ne doit pas conduire à une surindemnisation de l'ayant droit.

Mentionnez l'assurance sociale qui, par principe, ne réduit jamais ses rentes pour cause de surindemnisation.

*Assurance-invalidité ou assurance-vieillesse et survivants*

*(Total 1 point – une mention suffit pour obtenir l'intégralité du point)*

**Problème 2**

**3 points**

En cas de sinistre, les assurances sociales versent des prestations sur la base des risques assurés. Dans le tableau ci-dessous, cochez l'assurance sociale ou les assurances sociales tenues de verser des prestations à la suite de l'événement survenu.

Maximum deux croix par ligne. Si une ligne comporte trop de croix, elle reçoit une note de 0 point.

Événement	AVS	AI	PP	AA
Eva König (54 ans) travaille depuis 10 ans chez Bastoni SA, à Olivone, avec un taux d'occupation de 80%. Son salaire annuel soumis à l'AVS s'élève à CHF 70 000.00. En raison d'une maladie grave, elle n'est plus en état de travailler et est en incapacité de travail à 100% depuis 2 ans.		X	X	
À 59 ans, Michaela Hug part à la retraite anticipée et perçoit sa prestation de vieillesse. Selon le règlement de la caisse de pension compétente, un départ à la retraite anticipée est possible à partir de 58 ans. Jusqu'à sa retraite, elle a travaillé avec un taux d'occupation de 90% et perçu un salaire annuel soumis à l'AVS de CHF 90 000.00.			X	
Thomas Stein travaille chez Bastoni SA avec un taux d'occupation de 100% et touche un salaire annuel soumis à l'AVS de CHF 110 000.00. À l'âge de 35 ans, il tombe gravement malade et décède à peine trois mois plus tard. Il laisse une épouse et un enfant de 2 ans.	X		X	
Sandro Stettler (23 ans) travaille chez Bastoni SA avec un taux d'occupation de 50% et touche un salaire annuel soumis à l'AVS de CHF 35 000.00. Victime d'un accident de ski, il est déclaré en incapacité de travail à 100% pour une durée de 4 semaines.				X

*Par croix correcte = 0,5 point, 3 points au total*

*Si une ligne comporte plus de deux croix, elle reçoit une note de 0 point.*

**Problème 3**

**3 points**

- a) À des fins publicitaires, Bastoni SA fait désormais également appel à des influenceurs qui assurent la promotion de ses produits dans les médias sociaux. Au mois d'août 2022, trois influenceurs ont été chargés de missions publicitaires. Les décomptes de rémunération doivent tenir compte du statut professionnel de l'influenceur (indépendant ou non).

Citez la base légale qui donne la définition du statut d'indépendant au sens des assurances sociales.

Loi : LPGA (0,5 point)

- b) Citez l'organisme compétent qui détermine si, du point de vue des assurances sociales, une personne exerce une activité indépendante ou salariée.

*Caisse de compensation (0,5 point)*

*Également correct : s'il s'agit d'une entreprise soumise à la Suva, la caisse de compensation peut charger la Suva de cet examen – correct uniquement si une justification est fournie. S'il n'est fait mention que de la « Suva » = 0 point*

- c) Contrairement aux indépendants, les salariés sont obligatoirement assurés auprès de certaines assurances sociales. Les indépendants ont toutefois la possibilité de s'assurer auprès de ces assurances sociales sur une base volontaire.

Citez les assurances sociales dont il est question ici.

*Assurance-accidents (0,5 point)*

*Prévoyance professionnelle (0,5 point)*

- d) Manuel Meier (35 ans) travaille chez Bastoni SA avec un taux d'occupation de 100%. Son salaire annuel soumis à l'AVS s'élève à CHF 110 000.00. Après son entrée en service, il contrôle son premier décompte de salaire. Il constate que, contrairement à la pratique de son employeur précédent, le décompte de salaire comporte une déduction de prime pour l'assurance-accidents. Il se demande s'il n'était peut-être pas assuré auprès de l'assurance-accidents chez son employeur précédent. Il y travaillait également avec un taux d'occupation de 100% et percevait un salaire annuel soumis à l'AVS de CHF 90 000.00.

Justifiez la démarche de l'ancien employeur concernant les faits susmentionnés.

*Selon la LAA, la prime ANP est entièrement à la charge du salarié. L'employeur peut toutefois volontairement prendre en charge l'intégralité de la prime ANP. En pareil cas, le salarié ne voit apparaître aucune déduction de prime AA sur son décompte de salaire. (Réponse appropriée = 1 point)*

**Problème 4**

**1 point**

En raison d'une maladie grave contractée de longue date, Max Geissler reçoit une rente AI de 50%. Il n'est pas d'accord avec ce préavis. Il transmet dès lors des documents supplémentaires qui doivent attester un degré supérieur d'incapacité de gain. L'AI l'informe toutefois peu après, par voie de décision, qu'elle maintient sa position. Max Geissler n'est toujours pas d'accord.

Indiquez dans quel délai et auprès de quelle institution il peut introduire un recours.

*Il peut introduire un recours auprès du tribunal administratif ou des assurances du canton (0,5 point) dans un délai de 30 jours (0,5 point).*

**Problème 5**

**4 points**

Rosa Zraggen (responsable marketing) a été autorisée par la direction de Bastoni SA à prendre un congé non payé de cinq mois. Ce congé non payé commence le 1<sup>er</sup> juillet 2023 (dernier salaire versé le 30 juin 2023) et prend fin le 30 novembre 2023. Les vacances ne sont pas prises en compte. Certains points doivent encore être éclaircis concernant l'assurance-accidents.

a) Indiquez la date à laquelle la couverture accidents selon la LAA prendra fin pour Rosa Zraggen.

*La couverture LAA prend fin le 31.07.2023. (0,5 point)*

b) Rosa Zraggen doit-elle accepter de n'avoir aucune couverture en cas d'accident pendant son congé non payé ou peut-elle continuer à se faire assurer dans le cadre de la LAA ?

Décrivez en quelques mots la possibilité dont dispose Madame Zraggen. Dans votre description, précisez aussi le début et la durée de cette possibilité.

*Elle peut conclure une assurance par convention (0,5 point) selon la LAA. Dans le cas de Madame Zraggen, l'assurance par convention dure 4 mois (0,5 point) à compter du 01.08.2023 (0,5 point), la prolongation de la couverture couvrant le premier mois. La durée maximale de l'assurance par convention est de 6 mois. (Total 1,5 point)*

c) Calculez le montant du salaire assuré de Madame Zraggen qu'elle peut assurer selon la LAA.

*CHF 148 200.00 (1 point)*

d) Avant que Madame Zraggen puisse prendre son congé non payé, l'employeur doit encore s'acquitter d'une obligation en relation avec l'assurance-accidents selon la LAA. Décrivez cette obligation en quelques mots.

*L'employeur a un devoir d'information concernant la fin de la couverture accidents (0,5 point). Et il doit rappeler qu'il est possible de conclure une assurance par convention (0,5 point). (Total 1 point)*

**Problème 6**

**1 point**

L'employée administrative Paola Giovanoli travaille avec un taux d'occupation de 60%. Elle a été malade pendant deux mois, en janvier et en février 2023. En janvier, son salaire brut s'élevait à CHF 3733.25, soit l'addition d'un salaire de CHF 1333.30 et d'indemnités journalières en cas de maladie pour un montant de CHF 2399.95. En février, les indemnités journalières en cas de maladie se sont élevées à CHF 3599.70.

Indiquez la somme des salaires soumis à l'AVS pour ces deux mois.

*Uniquement le salaire de janvier de CHF 1333.30 (1 point)*

*Les indemnités journalières versées en janvier et en février sont exemptées des cotisations AVS.*



**Problème 7**

**1 point**

L'entreprise doit licencier un collaborateur de la production, parce que ses prestations ne correspondent pas aux attentes du responsable de département. Roberto Bianchi est devenu chômeur le 31.03.2023.

Cochez l'affirmation qui vous paraît juste concernant cette situation de chômage.

☐ L'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie est obligatoirement poursuivie.

☒ *Roberto Bianchi a le droit de passer dans l'assurance individuelle d'indemnités journalières en cas de maladie.*

☐ Comme Roberto Bianchi est au chômage, il n'est plus possible de conclure une assurance d'indemnités journalières en cas de maladie.

*(Total 1 point, si plus de 1 case cochée 0 point)*

**Problème 8**

**3.5 points**

- a) Tamara Bundi, directrice de l'entreprise, aimerait connaître son salaire effectivement assuré auprès de la prévoyance professionnelle.

Calculez-le en vous basant sur les données fournies.

*Salaire annuel Tamara Bundi* CHF 273 000.00  
*Salaire assuré max. selon le plan de base* CHF 170 000.00 (0.5)  
*Moins une demi-déduction de coordination* -CHF 12 547.50 (1.0)  
*Salaire annuel assuré* = CHF 157 452.50  
*(Total 1.5 point)*

- b) Selon le plan de base en prévoyance professionnelle, l'employé administratif Pipo Lucchini a un salaire assuré de CHF 54 200.00 par an. Pipo Lucchini a fêté son 64<sup>e</sup> anniversaire en janvier 2023 et se réjouit de partir bientôt à la retraite.

Calculez les cotisations d'épargne que Pipo Lucchini doit payer lui-même en 2023 (hors part de l'employeur).

*Cotisation d'épargne (à 64 ans) 21% : 21% de CHF 54 200.00 = CHF 11 382.00*  
*dont 40% CHF = 4552.80 (1 point)*

- c) Citez les risques couverts par la cotisation dite « de risque » :

*Décès et invalidité (1 point si les deux sont cités)*

**Problème 9**

**7 points**

Julia Bianchi, 24 ans, se voit proposer un contrat de travail à durée déterminée en tant que stagiaire saisonnière et est assurée auprès des assurances sociales selon la loi et la situation décrite. Elle est rétribuée à l'heure, avec un salaire horaire brut de CHF 28.00. Le salaire horaire brut inclut les suppléments pour vacances et jours fériés ainsi que le 13<sup>e</sup> salaire, qui lui sont versés avec chaque salaire mensuel et dès lors considérés comme payés.

a) Indiquez le salaire horaire de base de façon détaillée, avec tous les suppléments, dans le tableau ci-dessous. Pour vos calculs des suppléments, basez-vous sur 260 jours ouvrables (y c. vacances et jours fériés).

Arrondissez les suppléments en % à la deuxième décimale et les montants dans la colonne « Total », à 5 centimes.

Salaire et allocations	Suppléments en %	Total		
Salaire horaire de base		CHF	22.00	1.0
Indemnité de vacances Pourcentage du salaire horaire de base	10,64%	CHF	2.35	1.0
Indemnité pour jours fériés Pourcentage du salaire horaire de base + indemnité de vacances	6,12%	CHF	1.50	1.0
Total intermédiaire		CHF	25.85	
13 <sup>e</sup> salaire Pourcentage du total intermédiaire	8,33%	CHF	2.15	1.0
Salaire horaire brut		CHF	28.00	

*Indemnité de vacances :*  $260 - 25 = 235$      $25/235 = 10,64\%$   
*Indemnité pour jours fériés :*  $260 - 15 = 245$      $15/245 = 6,12\%$ , car base + vacances  
*Si supplément pour vacances :*  $235 - 15 = 220$      $15/220 = 6,82\%$ , calcul en partant de la base  
   *aucun point*  
*13<sup>e</sup> salaire :*  $1/12 = 8,33\%$   
*CHF 28.00 correspond à 108,33%, donc 100% = 25.85*  
*(Total 4 points)*

**Suite du problème 9 à la page suivante**

- b) Julia Bianchi travaillera au moins 8 heures par semaine. Elle vous demande quelle est la règle en matière de poursuite du versement du salaire si elle ne peut pas travailler pour cause de maladie pendant ces 3 mois.

Cochez la réponse correcte concernant la poursuite du versement du salaire par l'employeur.

- ☐ Aucune obligation de continuer à verser le salaire selon l'art. 324a CO, étant donné que le contrat de travail a été signé pour une période de 3 mois au maximum.
- ☐ Poursuite du versement du salaire à 100% sur la base du salaire qu'elle aurait perçu, mais pendant une durée limitée. Cette durée limitée est de 3 semaines au cours de la première année de service selon l'art. 324a CO.

*x Pendant les 10 premiers jours, l'employeur paie 100% du salaire. Ensuite, elle touche les indemnités journalières en cas de maladie.*

*(Total 1 point, si plusieurs cases cochées 0 point)*

- c) Julia Bianchi est Italienne et vit chez ses parents à Côme. Pour la période de 3 mois à Olivone, elle vit chez une amie à Blenio (TI).

Quel titre de séjour Bastoni SA doit-elle demander pour ces 3 mois pour Julia Bianchi ? Justifiez votre réponse.

*Procédure d'annonce, en d'autres termes aucune autorisation de séjour ne doit être demandée pour une durée de max. 3 mois*

*« Uniquement annonce via la procédure d'annonce électronique » (1 point, 0 point en l'absence de justification)*

- d) Julia Bianchi est célibataire et n'est pas considérée comme une frontalière, étant donné qu'elle séjourne à Blenio. Vous examinez à présent la question de l'assujettissement à l'impôt à la source. Indiquez le groupe tarifaire ou écrivez « Pas d'assujettissement à l'impôt à la source » si elle n'est pas assujettie à l'impôt à la source.

Groupe tarifaire (code tarifaire) : A (0,5 point)

- e) Julia Bianchi décide finalement de ne pas séjourner chez sa collègue en raison de divergences d'opinion. Elle est à présent considérée comme une vraie frontalière. Vous examinez de nouveau la question de l'assujettissement à l'impôt à la source. Indiquez le groupe tarifaire ou écrivez « Pas d'assujettissement à l'impôt à la source » si elle n'est pas assujettie à l'impôt à la source.

Groupe tarifaire (code tarifaire) : R (0,5 point)

**Problème 10**

**6 points**

Giuseppe Guerra, 45 ans, a été engagé au service externe le 1<sup>er</sup> février 2023, avec un salaire annuel de CHF 83 520.00, 13<sup>e</sup> salaire inclus. Il n'a pas d'enfants ayant droit à des allocations. Après à peine quelques semaines de période d'essai, le contrat de travail a été résilié d'un commun accord le vendredi 21 avril 2023.

Pour les calculs, partez du principe que chaque mois entier comporte 30 jours et l'année entière, 360 jours. Arrondissez les calculs de salaire mensuel à 5 centimes et, dans le certificat de salaire, au franc entier.

- a) Calculez le droit aux vacances de Giuseppe Guerra en jours pour cette période.  
Arrondissez les jours à la demi-journée.

*Février      25 jours / 12 = 2,08 jours (0.5)*  
*Mars        25 jours / 12 = 2,08 jours (0.5)*  
*Avril        2,08 / 30 x 21 = 1,46 jour (0.5)*  
*Total        5,62 jours*  
*Ou          30 + 30 + 21 = 81 jours // 25/360 x 81 = 5,62 jours = 5,5 jours*  
*(Total 1.5 point)*

- b) Complétez le certificat de salaire de Giuseppe Guerra à la page suivante en vous basant sur les informations complémentaires suivantes.

- Durant cette période, l'employeur a mis à la disposition de Giuseppe Guerra un véhicule de service qu'il a aussi pu utiliser à titre privé. Prix d'achat TVA incl. = CHF 50 260.00.
- Au départ de Giuseppe Guerra, les deux parties ont convenu du versement d'un bonus de CHF 500.00 pour récompenser le collaborateur pour son idée d'optimisation d'un processus.
- Comme Giuseppe Guerra n'a pas pris de vacances durant sa période d'essai, son droit aux vacances calculé, 13<sup>e</sup> salaire inclus, lui est versé en espèces. Dans les calculs, partez du principe que l'année comporte 261 jours ouvrables et 360 jours civils.

<b>A</b> <b>Lohnausweis – Certificat de salaire – Certificato di salario</b>			
<b>B</b> <b>Rentenbescheinigung – Attestation de rentes – Attestazione delle rendite</b>			
<b>C</b> 756.0000.0000.00	03.07.1990	<b>F</b>	Unentgeltliche Beförderung zwischen Wohn- und Arbeitsort Transport gratuit entre le domicile et le lieu de travail Trasporto gratuito dal domicilio al luogo di lavoro
AHV-Nr. – No AVS – N. AVS	Geburtsdatum – Date de naissance – Data di nascita		
<b>D</b> 2023	<b>E</b> 01.02 21.04	<b>G</b>	Kantinenverpflegung/Lunch-Checks Repas à la cantine/chèques-repas Pasti alla mensa/buoni pasto
Jahr – Année – Anno	von – du – dal bis – au – al		
<b>H</b>			
Herr Giuseppe Guerra Via Irgna 40 6710 Biasca			
			Nur ganze Frankenbeträge Que des montants entiers Unicamente importi interi
1. Lohn soweit nicht unter Ziffer 2–7 aufzuführen Salaire qui ne concerne pas les chiffres 2 à 7 ci-dessous Salario se non da indicare sotto cifre da 2 a 7 più sotto	/Rente /Rente /Rendita		
2. Gehaltsnebenleistungen Prestations salariales accessoires Prestazioni accessorie al salario	2.1 Verpflegung, Unterkunft – Pension, logement – Vitto, alloggio 2.2 Privatanteil Geschäftsfahrzeug – Part privée voiture de service – Quota privata automobile di servizio 2.3 Andere – Autres – Altre Art – Genre – Genere	+	
3. Unregelmässige Leistungen – Prestations non périodiques – Prestazioni aperiodiche Art – Genre – Genere		+	
4. Kapitalleistungen – Prestations en capital – Prestazioni in capitale Art – Genre – Genere		+	
5. Beteiligungsrechte gemäss Beiblatt – Droits de participation selon annexe – Diritti di partecipazione secondo allegato		+	
6. Verwaltungsratsentschädigungen – Indemnités des membres de l'administration – Indennità dei membri di consigli d'amministrazione		+	
7. Andere Leistungen – Autres prestations – Altre prestazioni Art – Genre – Genere		+	
8. Bruttolohn total / Rente – Salaire brut total / Rente – Salario lordo totale / Rendita		=	

**X aux chiffres A et F (0,5 point x 2, total 1 point)**

**Chiffre 1 = arrondi CHF 20 551 ou CHF 20 552 (total 1.5 point)**

**Salaire CHF 83 520.00 / 13 = CHF 6 424.60**

**1.2 – 21.4 = 2 x 6 424.60 + (6424.60 / 30 x 21 = 4497.20) = 17 346.40 (0.5 point) + 13<sup>e</sup> salaire (0.5 point) = CHF 18 791 à 18 792 est juste (selon l'arrondi)**

**Païement des vacances CHF 83 520 / 261 = CHF 320 x 5,5 = CHF 1760 (0,5 point)**

**Chiffre 2.2 = CHF 1134 (total 1 point)**

**CHF 50 260 (107,7%) hors TVA = CHF 46 666.65**

**CHF 46 666.65 dont 0,9% = CHF 420 / 30 x 81 jours = CHF 1134**

**Chiffre 3 = 500 (total 0,5 point)**

**Chiffre 8 = 22 185 ou 22 186 (0,5 point)**

**(Décompte de salaire total 4.5 points)**

**Problème 11**

**1 point**

Lors d'absences pour cause de maladie ou d'accident, après un certain temps, des prestations d'assurance doivent être normalement versées sous la forme d'indemnités journalières. Si, lors d'absences, l'employeur continue de verser l'intégralité du salaire, le salaire net à verser le mois où les indemnités journalières sont comptabilisées est supérieur à celui du mois où elles ne le sont pas.

Votre supérieur aimerait corriger cela dans le futur. Proposez une méthode de correction du salaire à votre supérieur.

*Compensation du salaire net (ou plafonnement de salaire brut) (1 point)*

*Également correct : correction du salaire en raison de paiements de tiers*

**Problème 12**

**2,5 points**

Paolo Russo (CD, responsable des finances) travaille chez Bastoni SA depuis 10 ans. Il est tombé gravement malade en février et doit être hospitalisé pour une durée de 5 mois. Il se demande ce qu'il en est de la poursuite du versement du salaire. Vous avez lu que, selon le code des obligations, l'employeur est tenu de verser le salaire pendant trois semaines durant la première année de service, puis, pendant une plus longue période fixée équitablement, en fonction de la durée du rapport de travail et des circonstances particulières.

Dans la situation de départ, vous lisez, à propos de la poursuite du versement du salaire, que l'employeur verse 100% du salaire durant les 10 premiers jours et que les indemnités journalières en cas de maladie versées à partir du 11<sup>e</sup> jour représentent 90% du salaire soumis à l'AVS.

a) Citez la condition à remplir pour pouvoir déroger à la règle, en indiquant la base légale exacte.

*Art. 324a, al. 4 CO (0,5 point)*

b) Évaluez l'obligation de l'employeur de poursuivre le versement du salaire en partant de l'hypothèse que Paolo Russo ne tombe pas malade mais est victime d'un accident grave. Justifiez votre réponse en quelques mots et calculez la période et le montant de la poursuite du versement du salaire pour appuyer la justification.

Extrait de l'échelle bernoise au cas où cela serait nécessaire pour la justification et le calcul :

Année de service	Poursuite du versement du salaire
La 1 <sup>re</sup> année de service	3 semaines
La 2 <sup>e</sup> année de service	4 semaines
Les 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> années de service	8 semaines
De la 5 <sup>e</sup> à la 9 <sup>e</sup> année de service	12 semaines
De la 10 <sup>e</sup> à la 14 <sup>e</sup> année de service	16 semaines

*Selon la LAA, l'indemnité journalière de l'AA est limitée à maximum 80% de CHF 148 200. Pour une période limitée (échelle), l'employeur a l'obligation de verser la différence entre l'indemnité journalière de l'AA et 80% du salaire soumis à l'AVS. (Justification appropriée 1 point)*

*Dans le cas présent, il s'agit de 16 semaines. Salaire annuel CHF 217 200 x 80% = CHF 173 760 moins (CHF 148 200 x 80%) = différence CHF 55 200 / 52 semaines = 1061.55 x 16 semaines = total 16 984.80 (1 point)*

*(Total 2 points)*





## **Examen professionnel de spécialiste en finance et comptabilité 2023**

(Règlement d'examen 2021)

### **Salaires et assurances**

Problème 3      Droit du travail et assurances choses

Durée d'examen   1 heure

Points              30

## Situation initiale

La présente situation initiale constitue la base des divers problèmes à résoudre ci-dessous.

### Société Sarraz SA

La société Sarraz SA est dirigée aujourd'hui par la quatrième génération et a connu une importante croissance depuis sa fondation en 1910. Elle offre des services dans les domaines du recyclage et de l'élimination des déchets aux groupes de clients les plus divers. Elle utilise les technologies les plus modernes et est sans cesse à la recherche de nouvelles solutions. Parmi ses clients, on trouve notamment des sociétés de construction et des restaurants, mais aussi des communes, pour lesquelles elle gère des centres de recyclage.

Sarraz SA collecte les déchets avec ses camions directement chez les clients. Les déchets sont ensuite triés et préparés en vue de leur revalorisation dans un grand centre de recyclage situé dans la zone industrielle. L'objectif de la société est de réinjecter un maximum de matériaux recyclables dans le circuit de matières.

Le siège de Sarraz SA se trouve à Fribourg. Outre l'installation de recyclage, l'entreprise possède un propre bâtiment administratif sur le site. Ce bâtiment administratif comporte aussi un logement de 5 chambres occupé par la directrice de l'entreprise, Ingrid Sarraz, son époux, leurs deux enfants et leur labrador « Bello ».

Sarraz SA emploie quelque 450 collaborateurs, qui exercent différentes activités professionnelles. Tous les collaborateurs et collaboratrices sont soumis à un règlement du travail qui prévoit notamment ce qui suit :

Temps de travail	40 heures par semaine
Droit aux vacances	Selon le CO
13 <sup>e</sup> salaire	Oui
Bonus	En fonction de la marche des affaires
Poursuite du versement du salaire	Selon le CO (échelle bernoise), pas d'assurance d'indemnités journalières en cas de maladie
Période d'essai	3 mois
Délais de résiliation	Selon le CO

Il n'y a pas de convention collective de travail.

La plupart des collaboratrices et collaborateurs résident en Suisse et sont des citoyens suisses ; quelques-uns habitent en région frontalière dans un pays limitrophe. La fluctuation est relativement faible, mais comme toutes les entreprises, Sarraz SA est confrontée à une pénurie de personnel qualifié.

**Problème 1 – Vacances (art. 329a ss CO)**

**3 points**

Le responsable Services centraux vous a envoyé un e-mail dans lequel il vous pose différentes questions sur le droit aux vacances de son personnel :

a) À combien s'élève le droit aux vacances des collaboratrices et collaborateurs suivants pour l'année 2023 (en jours ou semaines) ?

- A.C., 18 ans, apprentie en 2<sup>e</sup> année d'apprentissage

*5 semaines / 25 jours (1 point)*

- P.K., 64 ans, départ à la retraite le 30 juin 2023

*2 semaines / 10 jours (1 point)*

b) Le 30 mars 2023, V.M. a donné naissance à un enfant et est actuellement en congé de maternité selon la LAPG. Le droit aux vacances de V.M. peut-il être réduit pour la durée du congé de maternité légal ?

Justifiez votre réponse en citant l'article de loi qui s'applique (remarque : pas de points sans justification).

*Non (0,5 point)*

*Art. 329b CO (0,5 point)*

**Problème 2 – Droit des étrangers**

**2 points**

Pour faire face à de brèves pointes d'activité, Sarraz SA fait appel de temps à autre à des travailleurs frontaliers. Les engagements durent chaque fois au maximum deux mois. Tout indique qu'en juin 2023, le volume des commandes va augmenter pendant une courte période, et Sarraz SA aimerait dès lors engager les personnes suivantes :

- a) M.J., 44 ans, citoyen français, durée de l'occupation : 6 semaines.

M.J. a-t-il besoin d'une autorisation relevant du droit des étrangers ? Justifiez votre réponse.  
(Remarque : pas de points sans justification)

*Non (0,5 point)*

*M.J. est citoyen de l'UE, et l'engagement dure moins de trois mois (0,5 point)*

- b) C.P., 32 ans, citoyen marocain, durée de l'occupation : 2 mois.

C.P. a-t-il besoin d'une autorisation relevant du droit des étrangers ? Justifiez votre réponse.  
(Remarque : pas de points sans justification)

*Oui (0,5 point)*

*Les citoyens d'autres États ont toujours besoin d'une autorisation de travail  
OU C.P. n'est pas ressortissante de l'UE/AELE . (0,5 point)*

**Problème 3 – Poursuite du versement du salaire (art. 324a ss CO)**

**2,5 points**

Le département Logistique a dû faire face à plusieurs absences de collaboratrices et collaborateurs ces derniers temps. La responsable du département vous pose les questions suivantes à ce propos :

- a) P.V. (40 ans, salaire mensuel brut : CHF 6000.00, travaille chez Sarraz SA depuis le 15 mars 2018) s'est cassé la main en manœuvrant avec un véhicule et est en incapacité de travail durant un mois selon le certificat médical fourni.  
À combien s'élève son salaire mensuel brut durant l'incapacité de travail (en francs) ?

*CHF 4800.00 (1 point)*

- b) B.K. (51 ans, salaire mensuel brut : CHF 7000.00, travaille chez Sarraz SA depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013), est absente pour cause de maladie depuis le 1<sup>er</sup> avril 2023. Selon le certificat médical, un retour au travail peut être escompté à partir de juillet 2023.  
À combien s'élève son salaire mensuel brut durant l'incapacité de travail (en francs) ?

*CHF 7000.00 (1 point)*

- c) O.Z. (29 ans, salaire mensuel brut : CHF 5000.00, travaille chez Sarraz SA depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2021) a été absente durant tout le mois de janvier 2023 en raison d'une grippe. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2023, elle est à présent hospitalisée en raison d'une grave maladie intestinale.  
A-t-elle droit au versement du salaire à partir du 1<sup>er</sup> avril 2023 et, si oui, pendant combien de temps ?

*Aucun droit (0,5 point)*

**Problème 4 – Différence entre mandat et droit du travail**

**2,5 points**

Sarraz SA aimerait développer son marketing et miser davantage sur les médias sociaux. Le collaborateur chargé du marketing a énormément de travail et n'a aucune connaissance approfondie dans ce domaine. Sarraz SA souhaiterait donc engager S.O., qui, d'après son site Internet, propose des services de conseil dans le domaine des médias sociaux. Le but est qu'elle élabore un concept de médias sociaux pour Sarraz SA. Pour les honoraires, il est convenu d'un tarif horaire de CHF 150.00 (frais incl., hors TVA) et d'un plafond de frais de CHF 3000.00. Il est également convenu que le concept doit être prêt au plus tard le 15 juin 2023, afin qu'il puisse encore être présenté à la direction avant les vacances d'été.

La responsable du département Finances, dont fait partie le marketing, a les questions suivantes à vous poser en lien avec ce concept :

- a) Quelles sont les principales différences entre un mandat et des rapports de travail ? Citez-en deux.  
(Remarque : si plus de deux réponses sont fournies, seules les deux premières seront prises en compte.)

- *Temps de travail versus travail minutieux/succès/performance/résultat*
- *Intégration dans une organisation de travail tierce*
- *Large droit d'instruction et de contrôle de l'employeur*
- *Dépendance économique*

*0,5 point pour chacune des deux premières réponses si elles sont justes (total 1 point).*

- b) Dans le cadre d'un mandat, y a-t-il un droit à la poursuite du versement du salaire en cas d'incapacité de travail ?

*Non (0,5 point)*

- c) Dans le cadre d'un mandat, un supplément doit-il être versé comme indemnité de vacances lors du décompte d'heures ?

*Non (0,5 point)*

- d) Enfin, la responsable du département Finances aimerait savoir si, dans le cas qu'elle décrit, il y a mandat ou rapports de travail ?

*Mandat (0,5 point)*

**Problème 5 – Résiliation (art. 335 ss CO)**

**3 points**

Le collaborateur C.R. s'adresse à vous en confiance, car il a été licencié hier par son supérieur. La phrase suivante figure dans la lettre de licenciement : « Par la présente, nous résilions votre contrat de travail au 31 juillet 2023, dans le respect des délais de résiliation usuels. » La lettre est signée par le supérieur et la directrice de Sarraz SA.

C.R. vous pose les questions suivantes concernant cette résiliation :

- a) La résiliation est-elle valable, même s'il n'y est pas fait mention d'un motif ?

*Oui (0,5 point)*

- b) C.R. estime que la résiliation est abusive. Indiquez-lui deux éléments qui pourraient être l'indication d'une résiliation abusive.  
(Remarque : si plus de deux éléments sont fournis, seuls les deux premiers seront pris en compte.)

*Cf. art. 336 CO*

*0,5 point pour chacune des deux premières réponses si elles sont justes (total 1 point).*

- c) Quelle est la première chose que doit faire C.R. et jusqu'à quand a-t-il au plus tard pour réclamer une indemnité pour licenciement abusif ?

*Opposition écrite auprès de l'employeur (1 point)*

*Fin des rapports de travail (0,5 point)*

**Problème 6 – Période d’essai (art. 335b CO)**

**2,5 points**

La fluctuation du personnel est actuellement importante au sein du département Recyclage. Le responsable de département souhaite dès lors vous poser les questions suivantes concernant la période d’essai :

- a) U.B. a commencé à travailler il y a peu au département Recyclage. Le contrat prévoit que sa période d’essai se terminera le 30 avril 2023. En mars 2023, U.B. a malheureusement été victime d’un accident de vélo, qui lui a valu 14 jours d’incapacité de travail. Quand se terminera sa période d’essai ?

*14 mai 2023 (1 point)*

- b) S.M. a commencé à travailler au département Recyclage au même moment que UB. Conformément au contrat, sa période d’essai se terminera aussi le 30 avril 2023. En concertation avec le responsable de département, S.M. partira en vacances du 17 au 28 avril 2023. Quand se terminera sa période d’essai ?

*30 avril 2023 (0,5 point)*

- c) Les tâches d’un nouveau poste à pourvoir sont relativement complexes et requièrent une longue période de rodage. Le responsable de département aimerait dès lors prévoir une période d’essai de quatre mois, en dérogation au règlement de travail de Sarraz SA. La directrice est d’accord, mais elle aimerait, pour toute certitude, que vous lui donniez un avis juridique sur la question.

Peut-on convenir d’une période d’essai de quatre mois dans le contrat de travail ? Justifiez votre réponse. (Remarque : pas de points sans justification)

*Non (0,5 point)*

*Selon le CO, la période d’essai peut être de 3 mois au maximum / L’art. 335b CO est contraignant / Une période d’essai de quatre mois est contraire au CO (0,5 point)*



**Problème 7 – Loi sur le travail**

**2 points**

Le mois prochain, l'entreprise va devoir s'atteler à une grosse commande, qui devra être exécutée le plus rapidement possible. Sarraz SA envisage dès lors de faire travailler son personnel au-delà du temps de travail normal durant une semaine. L'idée serait de travailler plus longtemps le soir (du lundi au vendredi jusqu'à 22 h) et de travailler un dimanche durant la journée.

La responsable de département, en charge de cette grosse commande, aimerait que vous l'éclairiez sur les questions suivantes :

- a) Sarraz SA a-t-elle besoin d'une autorisation pour faire travailler ses collaboratrices et collaborateurs du lundi au vendredi jusqu'à 22 heures pendant une semaine ?

*Non (0,5 point)*

- b) Sarraz SA a-t-elle besoin d'une autorisation pour faire travailler exceptionnellement son personnel un dimanche pendant la journée ?

*Oui (0,5 point)*

- c) Les coûts salariaux sont-ils plus élevés si les collaboratrices et collaborateurs venaient à travailler comme prévu, donc du lundi au vendredi jusqu'à 22 h durant une semaine et un dimanche pendant la journée ? Justifiez votre réponse. (Remarque : pas de points sans justification)

*Oui (0,5 point)*

*Droit au supplément pour le travail du dimanche (0,5 point ; aucun point s'il est simplement mentionné « supplément » / « suppléments » ou « supplément pour le travail de nuit et du dimanche »)*

**Problème 8 – Résiliation (art. 335 ss CO)**

**2,5 points**

Le bruit court au sein de Sarraz SA que vous vous y connaissez bien en droit du travail. Cela explique que des membres du personnel viennent aussi vous trouver pour vous poser des questions sur leurs rapports de travail.

- a) K.J. travaille chez Sarraz SA depuis trois semaines et aimerait que vous lui disiez à quelle date il pourrait au plus tôt résilier son contrat.

Indiquez-lui la date de fin la plus proche possible des rapports de travail s'il venait à résilier son contrat aujourd'hui (date de l'examen : 13 avril 2023).

*20 avril 2023 (1 point)*

- b) S.A. travaille chez Sarraz SA depuis six ans et a résilié son contrat de travail le 12 avril 2023. Début mai 2023, une intervention chirurgicale est prévue, qui entraînera une incapacité de travail de 2 semaines.

S.A. aimerait savoir de votre part si cette incapacité de travail a une influence sur la fin de ses rapports de travail. Justifiez votre réponse. (Remarque : pas de points sans justification)

*Non / aucune influence (0,5 point)*

*Les délais de protection ne s'appliquent pas OU elle a démissionné (0,5 point)*

S.A. aimerait également savoir si la situation serait différente si la résiliation émanait de Sarraz SA ?

*Oui (0,5 point)*

**Problème 9 – Assurances en cas d'incendie**

**2,5 points**

À Noël, l'esprit à la fête, la famille Sarraz oublie le rôti dans le four. Il en résulte un incendie, qui détruit intégralement leur logement privé. La famille Sarraz fait valoir un dommage de CHF 120 000.00 auprès de son assurance inventaire du ménage. Une somme d'assurance de CHF 100 000.00 a été convenue dans la police inventaire du ménage.

- a) Quelle somme la famille Sarraz va-t-elle recevoir de l'assurance inventaire du ménage ? Justifiez votre réponse en citant le terme technique. (Remarque : sans justification ni terme technique, aucun point ne vous sera accordé)

*CHF 100 000.00 (1 point)*

*La famille Sarraz est sous-assurée (1 point ; si le terme technique est manquant, mais que la réponse est néanmoins adéquate : 0,5 point)*

- b) Quelle assurance prend en charge le dommage à la façade extérieure du bâtiment qu'a également entraîné l'incendie ?

*Assurance bâtiment (0,5 point)*

**Problème 10 – Assurance inventaire du ménage**

**1,5 point**

Quand Ingrid Sarraz annonce le cas par téléphone à l'assurance inventaire du ménage, la personne compétente au téléphone lui indique que les prétentions doivent être examinées et que le rapport de police doit être transmis à cette fin. Comme la famille Sarraz a besoin de recevoir rapidement une prestation pécuniaire, Ingrid Sarraz demande pourquoi l'assurance a besoin de ce rapport. L'employé explique que la société d'assurance souhaite déterminer s'il y a eu une négligence grave.

Expliquez à Ingrid Sarraz l'implication d'une négligence grave en cas de sinistre. Justifiez votre réponse en citant l'article de loi correct.

*Réduction de la prestation d'assurance (1 point)*

*Art. 14 LCA (0,5 point)*

**Problème 11 – Assurances privées**

**3 points**

Ingrid Sarraz se demande, en tant que directrice, ce qui aurait pu se passer si l'incendie s'était propagé au site de l'entreprise.

Citez-lui deux assurances privées facultatives qui, en cas d'incendie avec dommage total, verseraient des prestations et indiquez-lui quel risque couvre chacune de ces assurances.

Assurance privée facultative	Risque couvert
<i>Assurance perte d'exploitation (0,5 point)</i>	<i>Dompage économique (résultant d'une interruption d'exploitation à la suite d'un incendie, d'un dégât d'eau, d'un vol et/ou d'un bris de glace) (1 point)</i>
<i>Assurance choses d'entreprise (0,5 point)</i>	<i>Dompage au mobilier, aux machines, aux installations (à la suite d'un incendie) (1 point)</i>

Indication relative à la correction : l'assurance bâtiment serait une réponse incorrecte, étant donné que, dans le canton de Fribourg, il ne s'agit pas d'une assurance privée facultative.

**Problème 12 – Droit de la responsabilité civile**

**3 points**

Lorsqu'un client arrive sur le site de l'entreprise Sarraz SA pour décharger des déchets, le labrador « Bello » le mord au mollet. Le client souffre d'une plaie ouverte extrêmement douloureuse et doit être conduit à l'hôpital. Son pantalon coûteux est déchiré qui plus est.

Inquiète, la directrice se demande qui va devoir prendre en charge les frais. Elle s'adresse à vous et aimerait savoir la chose suivante :

- a) Qui est responsable du dommage causé ? Justifiez votre réponse.

*Le détenteur du chien / la famille Sarraz (1 point)*

*Responsabilité du détenteur d'animaux / art. 56 CO (1 point)*

- b) Quelle assurance couvre le dommage de la personne responsable ?

*Assurance responsabilité civile privée (1 point)*